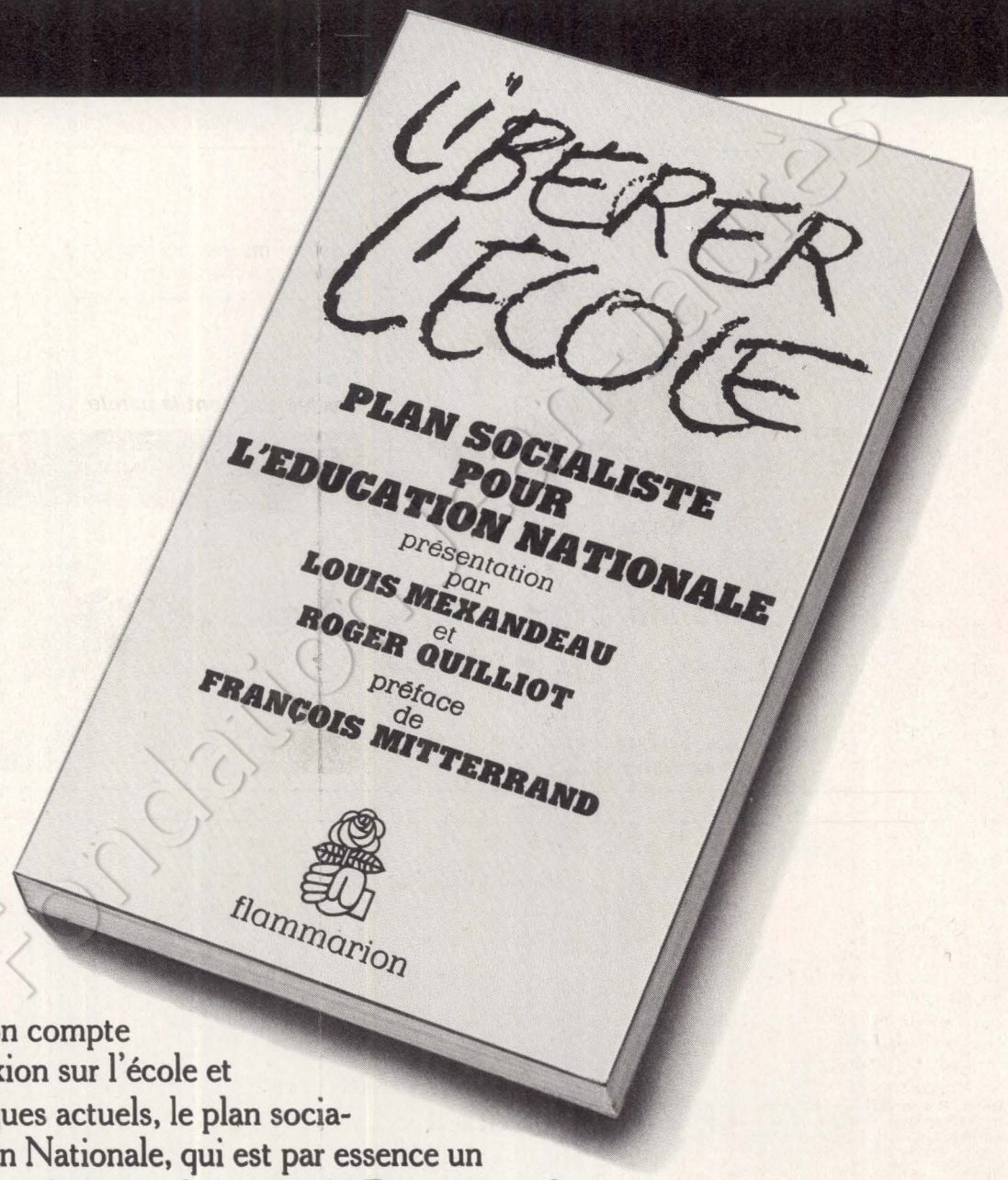
l'unité

N° 291 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 14-20 avril 1978

ENERGIE: LE SOLEIL DEMAIN?



Les inégalités sociales commencent à l'école, la démocratie aussi.



En reprenant à son compte deux siècles de réflexion sur l'école et les débats pédagogiques actuels, le plan socialiste pour l'Education Nationale, qui est par essence un projet politique, s'articule en six chapitres : 1) Pour une école au service du peuple. 2) L'éducation continue. 3) Propositions pour l'école de base. 4) Les formations supérieures. 5) Les enseignants. 6) Renouvellement de l'initiation scolaire. Préfacé par François Mitterrand, "Libérer l'école" se présente comme un petit livre clair où toutes les idées du parti socialiste en matière d'éducation sont précisées et commentées.

Libérer l'école.
Présentation par L. Mexandeau et R. Quilliot.
Préface de F. Mitterrand. 192 pages, 15 F.

FLAMMARION

Synergie, K.E.



François Mitterrand, en Bretagne, la semaine dernière (avec Louis Le Pensec).

coll. Fondation Jean-Jaurès

P.C. : ISOLER LES "CONTESTATAIRES"

Les camarades veulent discuter dans les cellules ? Mais comment donc ! Sujet unique : la « trahison » du P.s. et le tour est joué !

ON pouvait se poser la question. Depuis vendredi dernier, la réponse est connue : non, la direction du Parti communiste n'entend pas laisser la discussion qui se déroule actuellement dans les cellules — et hors de celles-ci — mettre en cause, aussi peu que ce soit, la politique qu'elle a suivie depuis le 22 septembre 1977 et qui a conduit la gauche à l'échec.

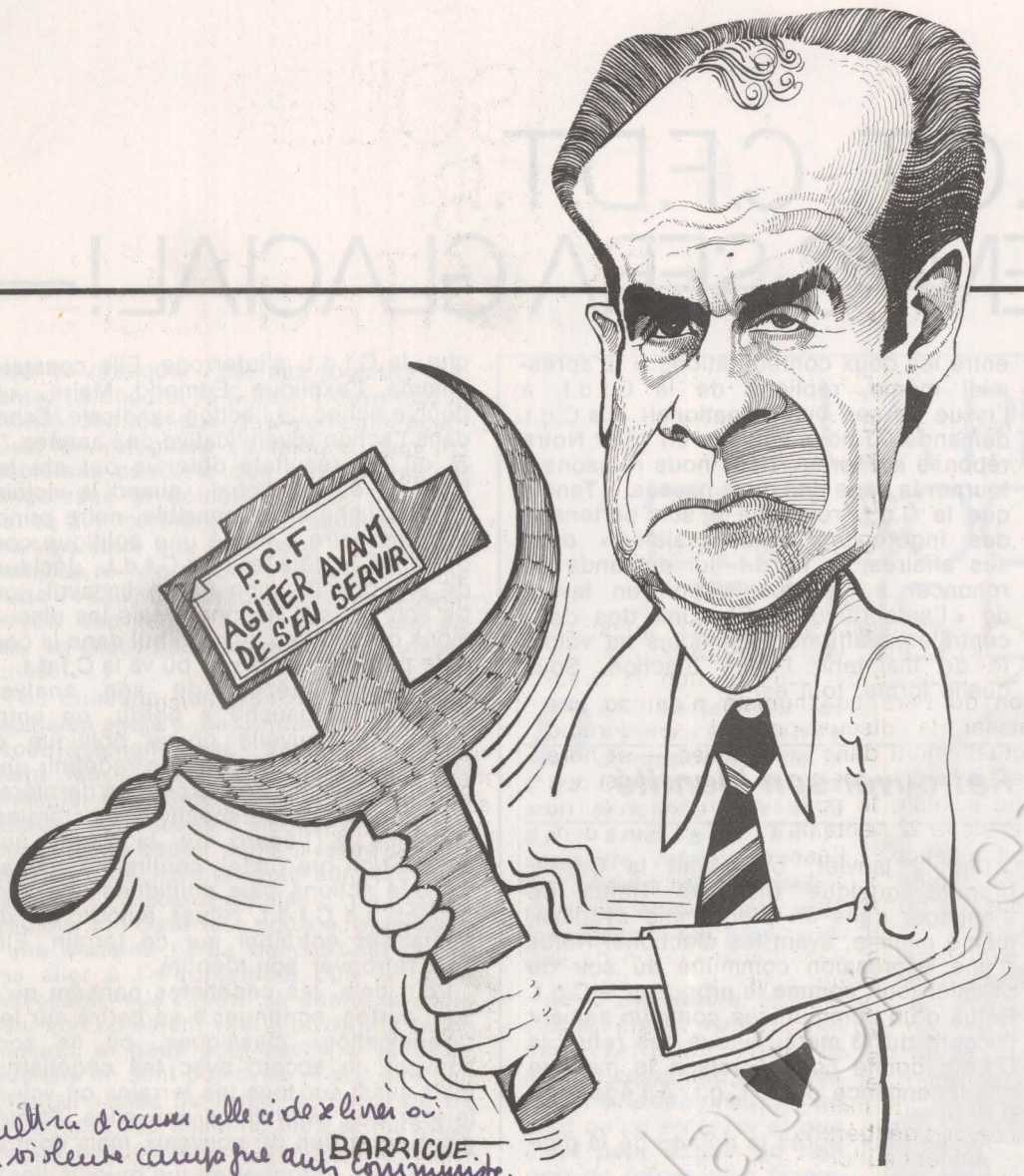
Si, depuis le 20 mars, quelques déclarations ou articles de dirigeants pouvaient laisser supposer que des nuances s'exprimeraient dans l'appréciation de la justesse de cette politique, le Bureau politique qui a siégé pendant plusieurs heures le 7 avril a balayé d'un seul coup tous les états d'âme en puissance. Le texte adopté et aussitôt rendu public est l'un des plus manichéens qui soient sortis de ses délibérations : le P.c.f. ne porte décidément aucune responsabilité dans la défaite de la gauche ; « c'est dans la stratégie du Parti socialiste — et nulle part ailleurs — que réside la cause directe du fait que la gauche n'est pas parvenue à la victoire ».

Dès la veille, Georges Marchais avait annoncé la couleur en déclarant sans ambages au micro de France Inter : « Une direction ne fait toujours ce qu'elle veut. Le PC n'a aucune responsabilité dans l'échec de la gauche. Cette responsabilité incombe uniquement au Parti socialiste. Cela, c'est catégorique ».

Un seul adversaire donc, le Parti socialiste, est désigné aux militants invités par le Bureau politique à « faire obstacle » à l'orientation du P.s. qui consisterait — la caricature a rarement atteint ce degré — à « créer les conditions d'une alternance à l'anglaise ou à l'allemande dans notre pays, c'est-à-dire la poursuite de la même politique d'austérité, de chômage et d'inégalités par des gouvernements successifs de droite et de gauche ».

Ainsi, le tour est joué ! Les camarades veulent discuter dans les cellules ? Comment donc ! Mais sujet unique de discussion : la « trahison » du Parti socialiste. Sujet inépuisable qui alimentera interminablement les colonnes de « l'Humanité » ou de « France-Nouvelle » sans qu'on ait à expliquer à ce propos que les statuts ne permettent pas — « il s'agirait d'une pratique nouvelle sur laquelle les communistes à tous les niveaux réfléchissent actuellement », écrit sans rire Henri Malberg — d'ouvrir une tribune de discussion dans la presse du parti autrement qu'à la veille d'un congrès.

Quant à ceux qui voudraient parler d'autre chose, poser d'autres questions, envisager l'hypothèse où le parti n'aurait pas toujours eu raison, suggérer, par exemple, qu'il était contradictoire de dénoncer pendant six mois les « abandons » du Parti socialiste puis de signer avec lui, sans plus rien exiger, l'accord du 13 mars, etc., pas question de leur accorder une tribune ! Qu'ils utilisent donc « la presse bourgeoise », ce qui per-



même si ce sont des communistes, dont plusieurs fort connus, qui s'y expriment et notamment Jean Ellenstein lui-même pour y dire clairement son désaccord avec le Bureau politique. Certains se rappelleront que c'est dejà « le Monde » qui, en 1956, avait publié le fameux rapport de Khrouchtchev qui n'existait pas pour « l'Humanité » !

Le pittoresque de la chose c'est que Roland Leroy, tout en refusant aux « contestataires » de s'exprimer dans les colonnes du quotidien qu'il dirige, fait parsemer celui-ci depuis quelques jours d'articles précisément destinés à répondre aux questions posées à l'extérieur.

Antoine Spire, directeur des Editions sociales, se demande-t-il dans un article de « Témoignage Chrétien », si l'« on a eu raison d'insister à ce point sur l'importance déterminante de la campagne en direction des plus pauvres », en faisant remarquer que « les ouvriers des « banlieues rouges » de Paris ne sont pas des moujiks de 1917 », aussitôt, le journaliste Charles Silvestre affirme dans « l'Humanité » : « Avec les pauvres, l'avenir ».

L'écrivain Raymond Jean écrit-il dans « le Monde » que l'accord du 13 mars « était tout sauf conséquent » en ajoutant : « Tout le monde était en droit de se demander quelle étrange logique faisait escamoter en quelques heures ce qui avait été défendu pied à pied pendant tant de mois », c'est un autre rédacteur de « l'Humanité », Max Zins qui est chargé de la réplique « l'attitude du P.s. seule a empêché la gauche de s'unir sur un accord avant le premier tour des élections. Il n'a accepté de signer que le 13 mars. Pourquoi ? Tout simplement parce que le résultat qu'il a obtenu n'a pas été à la hauteur de ses espérances ». Remarquable escamotage du comportement du P.c.f. doublé d'un mensonge flagrant puisque c'est dès le mois de février que le Comité directeur du P.s. avait proposé une rencontre au sommet au lendemain du premier tour !

Louis Althusser et quelques autres intellectuels mettent-ils en cause — dans « le Monde », faute d'avoir pu s'exprimer dans la presse communiste — les méthodes de fonctionnement du parti, immédiatement fleurissent dans les pages de « l'Humanité » sous le titre commun : « Le débat démocratique dans le parti », des interviews de secrétaires fédéraux, Jean-Paul Magnon, du Rhône, François Hilsum, des Yvelines, Henri Fiszbin, de Paris qui expliquent à qui mieux mieux que cette question n'est pas posée dans leur fédération. Fiszbin est même catégorique: « Aujourd'hui, du même pas que tout le parti, ils (les intellectuels communistes) discutent pour préparer les batailles de demain ».

Et si, malgré tout, il y avait des contestataires ? C'est encore Fiszbin qui fournit la réponse : « Il y a certes, c'est bien connu (sic), quelques communistes, intellectuels ou non, qui sont en désaccord avec le XXIIème Congrès. Certains même expriment publiquement ces désaccords alors qu'ils ne participent pas à la discussion dans le Parti ».

Procédé classique pour isoler ceux qui mettent en cause la direction : ce sont des marginaux et à vrai dire des sectaires et au fond, des staliniens, puisqu'ils n'ont pas accepté le XXIIème Congrès qui, comme chacun sait, était celui de l'ouverture...

Ce n'est donc pas encore demain qu'un congrès communiste, comme le demandent Althusser et ses amis, « exprimera publiquement jusqu'aux séances finales les débats réels au sein du parti ». Ce genre de débats, c'est bon pour le Parti socialiste, rétorque la direction du P.c.f. toujours assurée de retomber sur ses pieds en agitant le repoussoir qu'elle a ainsi fabriqué. C'est pourquoi, s'il est sans doute vrai que les interrogations des communistes de la base atteignent aujourd'hui une ampleur sans précédent, il reste peu probable qu'elles suffisent à entraîner dans l'immédiat des changements importants. C'est un homme compétent en la matière, Charles Tillon, qui a sans doute raison quand il déclare : « Je ne crois pas que la direction du P.c.f. laissera une grande liberté de manœuvre à ceux qui aujourd'hui s'interrogent publiquement. Le P.c.f. ne tient toujours pas à aller au pouvoir, au fond... Il évolue, mais lentement. La direction du Parti a pu briser l'union de la gauche. Elle pourra dominer la « contestation » qui se fait jour si la classe ouvrière n'apporte pas son soutien à ceux qui, aujourd'hui, élèvent la voix.

ANTOINE VIOLET

Althusser et les Brigades rouges

« L'Humanité » refuse au philosophe communiste Louis Althusser le droit de s'exprimer dans ses colonnes. Mais, le concernant, elle manie allègrement l'amalgame comme le prouvent ces quelques lignes parues samedi, sans titre, dans un coin de la page 6 : « Le camarade Louis Althusser a cru devoir donner une interview au journal italien « Il Manifesto ». Indépendamment du contenu de cette interview, le sentiment des communistes français sera vivement heurté par la collaboration qu'un des leurs apporte ainsi à un organe qui mène contre le P.c.i. une campagne aussi violente que calomnieuse, allant jusqu'à lui faire endosser la responsabilité des agissements terroristes des Brigades rouges. »

Encore un pas et Althusser sera complice de l'enlèvement d'Aldo Moro !

C.G.T.-C.F.D.T.: — LE PRINTEMPS SERA GLACIAL !

A la C.f.d.t., on ne veut plus revivre « la phase 74-78 », où surpolitisation et insuffisances des luttes allaient de pair

LES syndicats rencontreront tous ce mois-ci Raymond Barre. F.o. s'est rendue à Matignon le 13 avril, la C.f.d.t. y est attendue ce vendredi et la C.g.t. y sera le 25. On n'ignore plus qu'une date, celle de la prochaine rencontre C.g.t.-C.f.d.t. On sait qu'elle aura lieu, que chacun est d'accord pour se voir... bientôt. Et on constate que, de lettre en déclaration publique, et de déclaration publique en lettre, le ton monte. Si le dialogue se poursuit, il est souvent à la limite de la rupture verbale.

Dernier épisode, après un échange de courrier peu amène la semaine précédente : le vendredi 7 mars. Le matin, la C.g.t. rend publique une déclaration : « La C.f.d.t. persiste, par ses attaques, dans ce qu'il faut bien appeler une agression à l'égard de la C.g.t. L'indépendance de la C.g.t. et ses règles de vie démocratiques ne sauraient être l'objet de discussion entre les deux confédérations. » L'après-midi même, réplique de la C.f.d.t. à l'issue de son bureau national: « La C.g.t. demande où nous voulons en venir. Notre réponse est ferme, nous nous refusons à tourner la page des mois passés. » Tandis que la C.g.t. reproche à son partenaire des ingérences « inadmissibles » dans ses affaires, la C.f.d.t. lui demande de renoncer à l'autojustification en faveur de « l'autocritique ». Chacune des deux centrales réaffirme néanmoins sa volonté de maintenir l'unité d'action. Sous quelle forme, tout est là.

Retrouver son identité

Depuis janvier, on voyait la C.f.d.t. prendre quelque distance. Refus de s'engager dans un programme syndical, même minime, avant les élections. Refus d'une expression commune au soir du premier tour, comme le proposait la C.g.t. Refus d'un communiqué commun saluant l'accord du 13 mars. A tous ces refus, la C.f.d.t. donne comme raison le manque d'indépendance de la C.g.t. à l'égard du P.c.

Aujourd'hui, après la défaite de la gauche, la C.f.d.t. s'interroge. Elle constate, comme l'explique Edmond Maire, « le double échec de l'action syndicale. Echec dans l'action revendicative des années 74-78 où les résultats obtenus ont été faibles. Et échec global : quand la victoire de la gauche a été possible, notre principal partenaire a mené une politique conduisant à la défaite. » La C.f.d.t. décidera de sa ligne d'action future fin avril, lors de son Conseil national. Mais les discussions qui ont lieu aujourd'hui dans la centrale permettent de voir où va la C.f.d.t.

Point de départ de son analyse actuelle : la gauche a perdu, on entre dans une nouvelle phase politique et sociale. Il convient donc de redéfinir une pratique d'action trop axée, ces dernières années, sur les perspectives électorales. Méfiance à l'égard de la C.g.t. qui, estime-t-on rue Cadet, continue à souhaiter des actions plus politiques que syndicales. La C.f.d.t. refuse aujourd'hui de se laisser entraîner sur ce terrain. Elle veut retrouver son identité.

Pour cela, les cédétistes pensent qu'il faut, certes, continuer à se battre sur les revendications classiques, où ils sont souvent en accord avec les cégétistes, mais aussi sur tous les terrains où voient le jour des aspirations nouvelles. Stratégie qui n'a rien de nouveau, mais dont la



Edmond Maire et Georges Séguy, au temps de l'unité d'action sans nuages.

mise en pratique n'est pas toujours évidente. Là encore, la C.f.d.t. trouve que la priorité donnée aux changements politiques, en reléguant au second plan les problèmes concrets des travailleurs, est dangereuse et démobilisatrice. On commence à y murmurer — et sans doute le dira-t-on sous peu tout haut — qu'on ne veut plus revivre ce qui s'appelle déjà « la phase 74-78 », où surpolitisation et insuffisances des luttes sociales ont été de pair. En clair : pas question de tout miser sur 1981.

Pas question non plus de rêver à une explosion sociale. La C.f.d.t. enregistre le découragement des travailleurs. Elle craint les effets nocifs qu'auront, par exemple, les licenciements économiques retardés pour cause d'élections. Mais elle met quelque espoir dans la levée de certains verrous ; elle compte sur le besoin de Valéry Giscard d'Estaing de rendre crédible son ouverture sociale, et le désir d'une certaine partie du patronat de ne pas aller à l'affrontement dur. S'il y a déblocage — la C.f.d.t. se donne un mois pour voir comment vont s'ouvrir les négociations, et deux pour savoir si les conclusions en sont positives — elle dira non au champ clos du refus, et essayera de convaincre ses militants purs et durs que qui dit négociation dit compromis. Car il s'agit aujourd'hui de redonner aux travailleurs confiance en l'action syndicale. Pour cela, la C.f.d.t. estime que des actions aboutissant à des résultats, même partiels, sont indispensables.

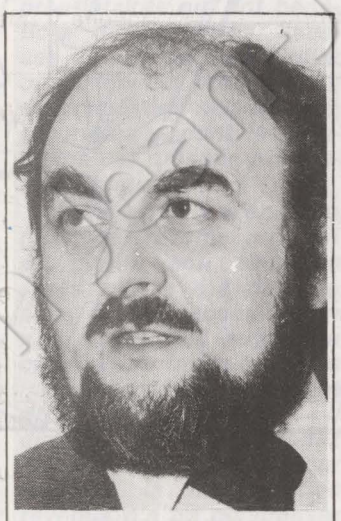
Il n'y a pas urgence !

Sur les formes d'action également, la seconde centrale syndicale française veut retrouver une plus grande autonomie. La direction confédérale va recommander à ses organisations de rechercher des actions articulées, à tous les niveaux. Et de ne pas adopter obligatoirement par souci unitaire, la démarche préconisée par le partenaire. La C.f.d.t. estime, en effet, qu'elle a trop souvent cédé sur les formes d'action, faute d'avoir eu le rapport de forces nécessaire pour imposer son point de vue. De plus, cette unité d'action quelquefois peu satisfaisante est jugée encore plus décevante depuis six mois, depuis, en fait, l'alignement de la C.g.t. sur le P.c.

Les dirigeants de la centrale de la rue Cadet sont aujourd'hui sûrs d'une chose : les divergences entre les deux organisations sont trop grandes pour actualiser, « artificiellement » dit-on, l'accord d'unité d'action signé en juin 1974. Autant d'éléments expliquant la réponse laconique d'Edmond Maire, interrogé sur la date de la prochaine rencontre C.g.t.-C.f.d.t. : « Il n'y a pas d'urgence. »

MICHELE KESPI

LA PLACE DES SOCIALISTES DANS LA C.G.T.



PAR CLAUDE GERMON

DES socialistes et sympathisants démissionnent de la C.g.t. Certes, leurs raisons sont sérieuses : six mois de campagne anti-socialiste relayée à tous les niveaux de l'organisation ont ébranlé des militants parmi les plus solides.

Le 22 septembre, le Parti communiste rompt les négociations. Tout le monde comprend bien que les nationalisations ne sont qu'un prétexte et que c'est pour établir un rapport de forces plus favorable qu'il tourne le dos à l'union de la gauche ; mais la C.g.t. lui emboîte le pas, quitte à solliciter ses propres textes.

Deux mois plus tard, après avoir rencontré les syndicats, le Parti socialiste adopte le S.m.i.c. à 2 400 francs ; il s'attire les sarcasmes de la C.g.t. pour ne pas vouloir se donner les moyens de tenir ses engagements sociaux. Quelques semaines après, le Parti socialiste chiffre son programme : ce document devient alors la cible de la C.g.t.

Quoi que disent les socialistes, les tracts C.g.t. les accusent de ne pas vouloir la retraite à 60 et 55 ans, le relèvement des allocations familiales, la réduction de la durée du travail, combattre efficacement le chômage...

Mais, lorsque le 13 mars, le Parti communiste signe un accord qui reprend exactement les positions du Programme commun défendues tout au long de la campagne par les socialistes, la C.g.t. lui apporte sa caution.

Certes, le communiqué confédéral est mesuré, mais comment des militants, à qui on a répété pendant des mois que les mesures sociales n'avaient aucun sens si elles n'étaient assorties de la nationalisation de 700 entreprises, ne seraient-ils pas troublés quand on leur demande de soutenir, le 13 mars, un accord qui ne dit rien sur ce qui la veille nous inquiétait ? Des militants communistes ne le comprennent pas et l'écrive chaque jour dans la presse ; comment, a fortiori, des socialistes pourraient-ils accepter que la centrale syndicale à laquelle ils appartiennent ne considère les positions socialistes comme valables que lorsqu'elles ont obtenu le contre-seing du Parti communiste ?

Toutes ces raisons sont extrêmement graves ; mais doivent-elles conduire à la démission de la C.g.t. ?

Le Parti socialiste, soucieux de l'indépendance réciproque des partis et des syndicats, s'interdit d'orienter le choix syndical de ses adhérents et de s'immiscer dans les affaires intérieures de chaque centrale.

C'est pourquoi les socialistes, lorsqu'ils ont fait un choix syndical, ne doivent pas le remettre en cause pour des raisons politiques.

Quitter systématiquement la C.g.t. conduirait à renforcer les clivages P.c.-C.g.t., d'une part, P.s.-C.f.d.t. (Fen, Fo), d'autre part, c'est-à-dire à renoncer à l'orientation originale du syndicalisme français, et à adopter le schéma social-démocrate, celui des bureaucraties populaires ; ce serait aussi faire reculer la stratégie d'union.

Des centaines de milliers d'adhérents de la C.g.t. sont porteurs de l'idéal du socialisme démocratique. Ce n'est pas en démissionnant qu'ils peuvent faire progresser leurs idées, mais au contraire, en s'exprimant, en participant à la préparation du Congrès, en continuant à dire la vérité aux travailleurs, en réclamant toute leur place dans les organismes élus, des sections, des syndicats, des U.I.,des U.d., des fédérations et de la confédération.

Ce n'est peut-être pas la voie de la facilité, mais c'est sans aucun doute l'intérêt des travailleurs.

CHIRAC, LE BRUIT ET LA FUREUR



A droite, la guérilla continue. Chaban-Delmas évincé du R.p.r. par Chirac, c'est au tour de ce dernier d'être « coincé » par Barre qui va l'obliger à voter la confiance...

Jacques Chirac fait ce qu'il peut. Appuyé sur un groupe parlementaire dont il apprend à se défier, utilisant la mairie de Paris comme une place forte, la presse comme un tremplin et les discours comme une menace, il tonne, c'est-à-dire qu'il élève la voix, précise son propos, en formulant des menaces imprécises. Frustré de ne pas avoir été désigné comme le vainqueur des élections et sachant qu'à défaut d'exercer le pouvoir il peut paralyser celui qui le détient, il a rappelé à l'occasion du congrès extraordinaire de son mouvement, dimanche dernier, à l'ensemble de la majorité sa présence. C'est que l'élection de Jacques Chaban-Delmas à la présidence de l'Assemblée nationale a mis à vif les nerfs de bon nombre de R.p.r. Principalement de ceux qui avaient pensé faire réélire Edgar Faure.

Il fallait donc que Chirac réagisse. A la fois pour marquer, très vite, jusqu'où il était décidé d'aller, pour bien montrer à ses troupes que l'espoir existait, pour affirmer une différence et pour donner un nouveau départ à ses ambitions : qui n'ont qu'un seul objectif, l'horizon 1981.

Il n'a donc fallu que 15 jours pour que la droite reprenne ce qui est plus un jeu, mais une dispute acharnée, pour chacune de ses composantes l'enjeu étant tout simplement le pouvoir. Car si les élections lui ont apporté une divine surprise, celle de rester en place, elles n'ont pas résolu ses contradictions internes. Tout comme depuis 1974 le président de la République ne peut pas compter sur la docilité de sa majorité et la majorité de cette majorité sait qu'elle ne peut pas le mettre en péril. Or, pour exercer à nouveau un jour la plénitude du pouvoir, il lui



Charles Pasqua et Jacques Chirac pendant le congrès extraordinaire du R.p.r., dimanche dernier.

faut, dès aujourd'hui, se démarquer, s'affirmer, non pas contre l'opposition — il n'y a rien à gagner de ce côté-là — mais contre son allié.

S'il fut un temps ou la bipolarisation était à la mode, nous voici à présent face à un découpage nouveau. A gauche le P.s. et le P.c. On connaît. A la fois les enjeux, les difficultés. A droite, les choses sont moins simples. Tout d'abord il y a l'U.d.f., ce parti qui n'en est pas un, cette fédération d'appétits contradictoires dont le seul ciment est l'appui présidentiel — il faut bien se faire élire — et un conservatisme condescendant, c'est-à-dire teinté de « libéralisme ». Seulement le parti du président n'a pas réussi à faire une percée suffisante. Le R.p.r. lui est plus qu'indispensable puisque ce dernier parti est le premier de la majorité.

Or, la situation du R.p.r. est tout aussi ambiguë. Certes, plus que l'U.d.f. il peut se présenter comme un parti. Certes, son électorat est plus homogène — mais plus vieux. Puis il a un lointain père fondateur qui peut encore servir de caution.

Mais, cela dit, il ne peut que venir, contraint et forcé, à l'aide de son concurrent. Et voir s'user les ambitions, les projets.

Situation difficile. D'autant que le débauchage est loin d'être terminé. Après tout, il n'est pas désagréable d'être ministre et de prévoir ainsi une future réélection... Chirac connaît ce danger. Et sachant qu'il lui sera difficile de mettre en péril le gouvernement et le régime, il lui a donc fallu choisir de suivre un difficile chemin de crête. Dire non en votant oui et, pour ne pas avoir à laisser trop d'avantages à son adversaire, marquer le premier les limites des « concessions » en espérant, secrètement, qu'elles ne seront pas dépassées.

Le tout à sa manière. Car Chirac a réintroduit dans la droite française quelques tics que l'on croyait oublié, une énergie que l'on pouvait croire éteinte — pour lui est-ce l'énergie du désespoir ? — et un goût de la foule, des grands discours, des empoignades et... de l'organisation assez étonnant.

Cela dit la petite guerre du R.p.r. n'ira, vraisemblablement pas très loin. Trop d'intérêts — de classe — trop de souvenirs et de secrets — ceux du pouvoir — existent entre les dirigeants du R.p.r. et de l'U.d.f. pour qu'au-delà des regards glacés, des anathèmes et des petites vengeances — la mise à l'écart des ministres et de Chaban-Delmas — on franchisse certaines limites. Cela immobilisera le Pouvoir, contribuera à « freiner » le président de la République l'empêchant de réaliser les fragiles ouvertures dont il rêve. Ce qui, somme toute est bien peu de chose. Alors, les discours de Chirac, c'est quoi ? Beaucoup de bruit pour pas grand-chose !

GUY PERRIMOND

L'ARGENT AIME L'ARGENT

Au vu d'une étude publiée par l'Insee sur les écarts de fortune il apparaît que 10 % des Français n'ont aucun intérêt à rejeter la gestion de la droite !

La forte croissance de l'économie française pas plus que les généreuses déclarations d'intention des partis qui se sont succédé au Pouvoir n'ont permis d'enregistrer, entre 1949 et 1975, la moindre réduction des fantastiques inégalités que présente le patrimoine des ménages français. Bien au contraire. L'étude d'André Masson et Dominique Strauss-Kahn, publiée dans le numéro 98 d'« Economie et Statistique » (revue mensuelle du très officiel Insee), met en évidence un accroissement de l'inégalité des fortunes en France au cours du dernier quart de siècle. Ainsi donc, confirment les deux chercheurs, le roi est nu. Le roi, en l'occurrence, ce sont les ménages les plus démunis que le système appauvrit de plus en plus.

Le patrimoine des ménages s'est accru treize fois en moyenne au cours des vingt-cinq années considérées. Soit une progression annuelle en valeur d'environ 11,9 %. Voilà qui pourrait sembler satisfaisant. En fait, la réalité devient beaucoup moins réjouissante, dès lors qu'on passe du général au particulier pour observer de quelle manière cette manne a été répartie. Qu'apparaît-il alors ? L'écart s'est creusé entre les plus riches et les plus pauvres. Le patrimoine des 10 % des ménages les plus modestes a été multiplié par 6,6 en vingt-cinq ans, celui des 10% des ménages les plus riches par 11,9 et à l'intérieur de ceux-ci celui du 1 % le plus fortuné par 18,1. Le fossé a donc pratiquement triplé entre le sommet et la base de la hiérarchie des ménages. Ce qui correspond à un appauvrissement relatif des plus démunis dont le patrimoine s'est tout juste accru de 7,5 % par an depuis 1949.

Quel a été, dans ce contexte, le rôle de l'épargne et des plus-values sur l'évolution des patrimoines ? « Le taux de plus-values a, comme on pouvait s'y attendre, avantagé indépendants et salariés propriétaires qui ont bénéficié d'importantes hausses du prix de l'immobilier ou du capital productif au détriment des salariés non propriétaires dont le patrimoine est presque intégralement liquide ».

Quant au taux d'épargne (part du revenu qui est épargnée), son évolution après 1962 a été dans le sens d'une accentuation des écarts. S'il augmente chez les indépendants (notamment industriels et gros commerçants), « il diminue légèrement chez les non-propriétaires pour lesquels la hausse des revenus n'a pu compenser celle, encore plus forte, des loyers ».

Par ailleurs, dans la mesure où, pour les employés et ouvriers non propriétaires, la variation de patrimoine se confond avec l'épargne, la croissance plus rapide des bas revenus après 1968 va dans le sens d'une diminution de l'égalité de la distribution des patrimoines. « On trouve là, lit-on, un lien important entre les évolutions de l'inégalité des revenus et celle des patrimoines ».

Depuis la guerre, l'inégalité de fortune, bien supérieure à celle des revenus, s'est donc accrue. « Nombre de ménages ne possèdent pas grand-chose. La moitié des ménages ne détient pas 5 % du patrimoine total selon l'enquête menée par le C.r.e.p. (Centre de recherche économique sur l'épargne) en 1975. Encore doit-on ajouter que ce chiffre est sans doute au-dessus de la vérité car les très grosses fortunes ne sont pas saisies dans de telles enquêtes ».

Voilà donc un constat d'échec que les Français devraient méditer s'ils veulent savoir de quel côté se situe la défense de leurs véritables intérêts.

L'étude de l'Insee se termine par une réflexion sur les perspectives d'évolution. Celles-ci apparaissent assez moroses : « Un taux d'inflation élevé ne peut que conduire au renforcement de l'inégalité. Finalement, la période qui s'ouvre paraît donc peu favorable à une réduction des écarts de fortune ». Sans doute des remèdes existent-ils. Au nombre de ceux-ci les auteurs citent notamment l'imposition sur la fortune à barème progressif, un impôt sur la succession ou la mutation variant selon la fortune du bénéficiaire, la lutte contre l'inflation et des conditions plus faciles d'accession à la propriété pour les classes modestes. Ils concluent que le dernier quart de siècle s'inscrit en faux contre l'hypothèse selon laquelle croissance économique et réduction des inégalités de fortune iraient de pair, sans s'accompagner d'une politique volontariste.

Mais que peut-on attendre de la nouvelle majorité parlementaire et du gouvernement Barre-ter ? Hostiles à l'impôt progressif sur la fortune et à la taxation des plus-values, le R.p.r. et l'U.d.f. n'ont rien fait pour bloquer la course des prix dans l'immobilier, vache à lait du capital sous la Ve République. Quant à la lutte contre l'inflation, maintenant que les élections sont passées, elle ne paraît plus être « la priorité des priorités ». Faut-il pour autant rejeter globalement la gestion de la droite ? Au vu de cette étude, il apparaît que 10 % environ des Français n'y ont aucun intérêt. Quant aux autres, ils ont cinq ans au plus pour comprendre que lorsqu'on leur parle de « bon choix », il leur faut demander : pour qui ?

JEAN-LOUP REVERIER

LES BRIGADES ROUGES VUES DE CHEZ FIAT

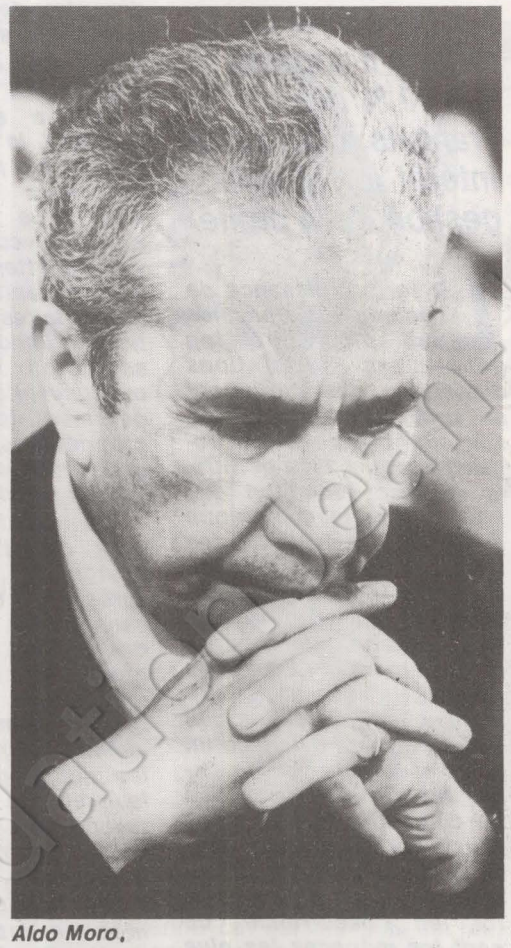
« Les cinq policiers abattus cela m'a fait quelque chose, c'étaient des travailleurs. Mais Aldo Moro... »

De notre correspondant

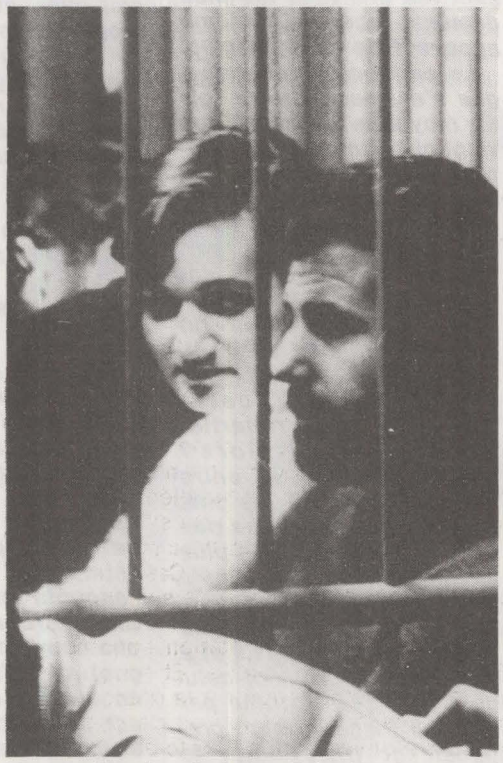
Turin. Usines Fiat, le « Billancourt » italien. Plus de 60 000 ouvriers, la plus forte concentration de la péninsule. Les chaînes de la carrosserie — le département le plus important de l'usine quant à la main-d'œuvre — sont désertés. Les machines arrêtées. Dallé de jaune verdâtre, l'immense réfectoire de la division est en revanche bondé. Assis sur les tables, la plupart des ouvriers du département, tous en bleu marqué du sigle Fiat, sont venus pour les deux heures — payées — d'assemblée sur le terrorisme. Des membres du « comité antifasciste » de Turin ont été invités. Discrètement des journalistes ont pu se glisser dans la délégation. Occasion à saisir. Si le syndicat est plutôt favorable à la présence des journalistes aux assemblées, la direction de Fiat n'aime pas trop les voir traîner près des chaînes. Département après département, pour chacune des trois équipes, des assemblées similaires se tiendront dans toute l'usine.

La D.c. sifflée

Le terrorisme des Brigades rouges est dirigé « contre la classe ouvrière ». Le thème revient comme un leitmotiv... A cause des Brigades rouges le gouvernement a été constitué à la va-vite, à cause des Brigades rouges, la Démocratie chrétienne a pu faire passer les décrets-lois contre le terrorisme... et la gauche a dû les voter. Mais il faut défendre cet Etat, même s'il faut surtout profondément le transformer. Tel qu'il est, malgré ses insuffisances, il contient des « espaces démocratiques » arrachés à la D.c. durant 30 années de lutte. « Rappelez-vous les années noires, celles de la répression antisyndicale... » L'un après l'autre les orateurs reprennent l'analyse. Pourtant il est difficile d'oublier ce qu'est la Démocratie chrétienne. La moitié de la salle sifflera son représentant : « La stratégie de la tension c'est elle qui l'a inventée ». Et les questions vont fuser : « Pourquoi le syndicat qui fait signer une pétition pour le procès des Brigades rouges n'en fait-il pas une aussi pour celui des responsables des bombes de la Piazza Fontana (procès où sont impliqués, outre les services secrets, des ministres D.c.) ? » Car la carrosserie est un secteur « chaud ». La grève, le jour de l'enlèvement de Moro, y a été moins massive et moins immédiate qu'ailleurs. « Quand nous sommes passés pour annoncer la grève, raconte Gambino, un des délégués du département, beaucoup étaient sceptiques. Il y avait ceux qui disaient « ils ont eu raison », et ceux qui disaient « il faut la peine de mort ». Ils ne voyaient pas les implications de l'enlèvement ». « Ici le sens de classe s'exprime souvent plus en jugement de valeurs, le bien et le mal, l'ouvrier et le patron qu'en termes politiques », ajoute un militant du « Manifesto ». Un manichéisme de classe contre classe qui servirait de base à un poujadisme diffus ?



Aldo Moro.



Renato Curcio, chef des Brigades rouges et Nadia Mantova pendant leur procès, à Turin.

Dans l'œil du cyclone

« Les cinq policiers cela m'a fait quelque chose, c'étaient des travailleurs, mais Moro... » A la Fiat la lutte contre le terrorisme n'est pas un problème abstrait. Depuis deux ans, Turin est dans l'œil du cyclone. Pour empêcher la tenue du procès de leurs chefs historiques, les Brigades rouges ont tué trois fois en un an. L'opinion demandait des mesures « autoritaires », mais ne se mobilisait pas... à l'exception de la police sur le qui-vive et du P.c.i. qui essayait d'organiser la riposte de masse. En novembre, quand fut assassiné Casalegno, vice-directeur de « la Stampa », un quart à peine des ouvriers de la Fiat suivirent la grève de solidarité. En 7 mois les Brigades rouges tirèrent aux jambes — en guise d'avertissement — sur quatre chefs des « presses » de la Fiat. Voulaient-elles, en plus d'un réflexe de peur dans les couches moyennes, transformer une certaine indifférence ouvrière en sympathie diffuse ? « Moi aussi j'ai déjà rêvé la nuit que je faisais la peau à mon chef ». Carmello est sicilien et délégué aux presses. Ici beaucoup sont des méridionaux sans tradition de classe. A un certain respect pour les tueurs s'ajoute la tradition de l'Omerta (la loi du silence). La réaction était un sourire en coin, ou un « bon débarras ».

Les presses sont un secteur éprouvant. Les travailleurs sont peu payés et peu qualifiés. Le taux de syndicalisation est très faible. Ceux qui « s'identifiaient » étaient les moins combatifs. Ils avaient démissionné devant le patron, ils démissionnaient devant les Brigades rouges. Ils avaient leur vendetta par procuration. Doublement aliénés en somme.

Brebis galeuses

Car, pour chaque attentat, des tracts cachés dans les vestiaires des presses ou derrière les distributeurs de boisson ont revendiqué l'action. Leur présence régulière signifierait-elle celle d'un « brigadisme » dans l'usine ? Pas nécessairement. A la Fiat, entrent quotidiennement des centaines de camions, mais qui pourrait exclure que sur une population de



"TRIBUNAL DU PEUPLE"?...

60 000 ouvriers, il n'y ait pas quelques « brigadistes » ? Et s'il n'y en avait qu'un, une chose est sûre : il applique rigoureusement les consignes de clandestinité. Et, probablement il est membre du syndicat et est parfaitement aligné politiquement. « Ou nous avons les preuves en main et c'est à la police de s'en occuper. Ou nous risquons d'empoisonner l'atmosphère du syndicat par un climat de suspicion généralisée. Et surtout il ne faut pas confondre l'extrémiste, la grande gueule, avec les terroristes, même quand il critique durement notre politique ». La C.g.i.l. avait proposé dans les jours qui ont suivi l'enlèvement de Moro, la constitution « d'équipes de vigilance ouvrière ». Le conseil d'usine de Fiat a refusé. Elles avaient un sens par exemple en juin 76, quand les terroristes faisaient brûler les usines. Elles pouvaient, alors éviter l'attentat ou donner l'alerte. Aujourd'hui, pour rechercher les brebis galeuses, clandestines de surcroît, elles s'apparenteraient à un flicage pur et simple.

Pour ceux de la Fiat, le « rôle du syndicat est autre ». Mais faire comprendre que celui qui « tire sur le chef de département tire en fait sur les ouvriers » n'est pas évident. Surtout quand, aussi bien au niveau national que dans l'usine, le syndicat est, sur ces questions, peu ou prou sur la défensive. Car si la grève pour Casalegno n'a pas été beaucoup suivie, une semaine plus tard, la journée d'action des métallos du 2 décembre et la manifestation nationale à Rome ont été un succès. Et en janvier, après la transformation de la grève générale prévue en deux heures de débrayages, la mobilisation est retombée. Mais lors de l'enlèvement de Moro, vaille que vaille, la Fiat s'est rapidement et massivement mise en grève. Était-ce simplement l'importance de l'événement ? En fait le syndicat y a vérifié à cette occasion le résultat de plusieurs mois de mobilisation. Aux presses, le mouvement fut parmi les plus forts de l'usine. « Il faut comprendre, explique Fausto Bertinotti, secrétaire de la C.g.i.l. provinciale, la spécificité de l'ouvrier d'une grande industrie comme la Fiat. Il est simultanément avant-garde et arrière-garde du mouvement, point de force et de faiblesse. L'extrême parcellisation du travail, l'énorme concentration de main-d'œuvre implique d'établir un rapport très étroit entre économique et politique. Aux chaînes, il n'y a pas cette vieille tradition démocratique, une ancienne conscience politique qui pousse à la lutte sur des problèmes généraux même quand la lutte piétine dans l'usine. La défense dans l'abstrait de la démocratie ne passe pas. Cela oblige le syndicat à vérifier constamment son projet de transformation de la société, à le préciser, à le réexpliquer, qu'il s'agisse d'une demi-heure réclamée pour une catégorie de salariés ou, à l'autre pôle du discours, de la transformation des institutions. »

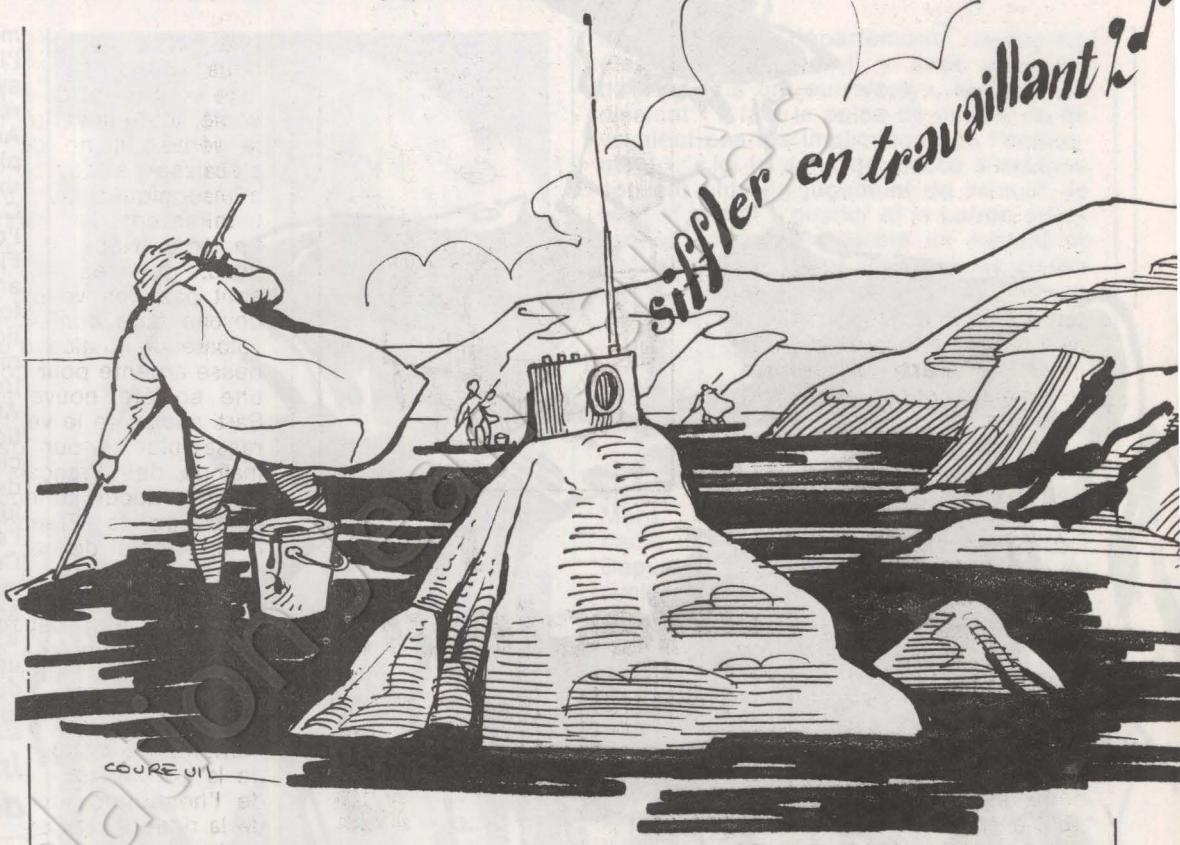
Intransigeance des appareils

Le conseil d'usine de la Fiat a donc fermement condamné les décrets-lois contre le terrorisme, décrets qui prévoyaient notamment l'élargissement des écoutes téléphoniques, la garde à vue, les perquisitions sans mandats, mesures que le communiqué juge inutiles contre le terrorisme, mais dangereuses pour l'État de droit. Ce choix de défendre la République malgré la D.c. de nombreux travailleurs d'extrême gauche ne le font pas. Entre la terreur des Brigades rouges et celle du système et de l'Etat, ils refusent de choisir. « Le ni avec l'Etat ni avec les Brigades rouges, répond Bertinotti, naît d'un manque de conscience des rapports complexes entre l'État et ses articulations. C'est toute la complexité de la lutte de classes qu'il faut faire comprendre ». Reste, pour aller vite, car la situation se dégrade, à employer la discipline ! Le secrétaire national de la C.g.i.l., Luciano Lama, l'a laissé entendre dans une interview au quotidien « La Republica ». « Ceux qui se reconnaissent dans le slogan « ni avec l'Etat ni avec les Brigades rouges » ne peuvent faire partie de la Fédération unitaire. Ou ils s'en vont d'eux-mêmes, ou ils doivent être exclus ». Cette position personnelle est critiquée aussi bien dans la C.g.i.l. par Giovanini (« toute atténuation de la frontière politique et morale qui sépare les terroristes des extrémistes réduit la marge de démocratie ») que dans les autres centrales. La déclaration de Lama n'en précise pas moins un courant qui commence à apparaître dans les appareils.

MARC SEMO

QUELLE MAREE NOIRE?

Ce bon M. Bécam qui est si méritant et ce bon M. Bellemare qui est si formidable nous ont fait disparaître la marée noire en deux coups de cuillère à pot. Ce qui compte, c'est ce qui se voit !



Les pompiers font la toilette des plages » (comme c'est mignon !) « Les Bretons retroussent leurs manches », les auditeurs d'Europe 1 sont « formidables », Marc Bécam a enfin réussi à « évacuer » (joli mot !) les trente mille tonnes de pétrole qui s'obstinaient bêtement à rester dans les soutes de l'« Amoco-Cadiz » : en Bretagne, tout va bien ! Quoi ? Vous avez dit « marée noire » ? Mais puisqu'on vous dit qu'on ne voit plus rien : la grande tache noire a disparu. Avec les détergents — et la tempête aidant —, tout le pétrole s'est bien mélangé avec l'eau de mer. Bien sûr, il y a des poissons qui crèvent. Et des milliers d'oiseaux morts. C'est bien regrettable. Mais l'essentiel, c'est que les plages aient l'air propres pour les vacances... Alors, comme en France on est des malins, on a trouvé un truc. Au cas où, tout de même, il resterait un peu de mazout dans la mer (on ne sait jamais !). C'est tout simple : on enlève le sable, le beau sable blanc... On le remettra après. Sous les pavés, la plage — ils disaient en Mai 68... Et sous la plage, le mazout — version 78. Quand même, y'a pas à dire : c'est beau, le progrès !

L'essentiel, voyez-vous, dans ce grand malheur qui frappe la Bretagne, c'est que la solidarité nationale a joué. A plein. Pourtant, au départ, les pouvoirs publics n'avaient pas pensé à ça. Et leur plan Polmar gadget, c'était pas du tout pour l'organiser, la solidarité nationale. Non, c'était juste quelques barrages à poser sur la mer — évidemment, si « les éléments » s'en mêlent, rien ne va plus ! Enfin, ils n'avaient pas prévu ça, quoi... C'est Bellemare (Europe 1) qui y a pensé. Une bonne idée : il suffisait de faire appel aux bons sentiments des Français. Ils sont sympas, les Français, ils ne refuseraient pas de donner un petit coup de main à la Bretagne « sinistrée ». D'ailleurs, c'est Bellemare qui l'a dit : « Dans une affaire comme celle-là, nous sommes plus efficaces que les pouvoirs publics. Parce que nous avons une certaine expérience et des moyens qu'ils n'ont pas. »

Efficaces, c'est le mot. « Dans cette affaire », comme on dit pudiquement, les mass media ont été sacrément efficaces ! Au tout début — c'était le 17 mars... tiens, l'avant-veille du 19 ! —, on a évité de « dramatiser ». On parlait beaucoup alors de pomper le pétrole de l'« Amoco-Cadiz ». Et on désignait du doigt les vilains qui se mêlaient « d'exploiter politiquement le malheur de la Bretagne ». Et puis, après — c'était aussi après le 20 mars —, on s'est mis à parler de « catastrophe », les pouvoirs publics ont désigné les boucs émissaires (les commandants du pétrolier et du remorqueur), sans oublier de s'en prendre à la « fatalité » et aux « éléments déchaînés ». C'est alors que les mass media ont fait donner la grosse artillerie. Comment transformer un énorme scandale politique en catastrophe « naturelle » ? Les grands moyens d'information connaissent la recette. Sans même qu'on le leur « conseille » d'en haut, car la machine est bien huilée :

— Eviter d'insister sur les responsabilités économiques et politiques qui ont permis la répétition des marées noires.

— Appuyer sur le côté spectaculaire et attendrissant : à la télé, on a davantage vu des oiseaux mazoutés que des pêcheurs au chômage. Et encore moins leurs représentants syndicaux.

— Surtout, « oublier » de signaler l'importance des manifestations qui se sont déroulées à Brest, à Nantes, à Morlaix, etc. Et, si par hasard on montre un manifestant, faire entendre immédiatement le commentaire d'un passant : « Ils feraient mieux d'aller ramasser le mazout... »

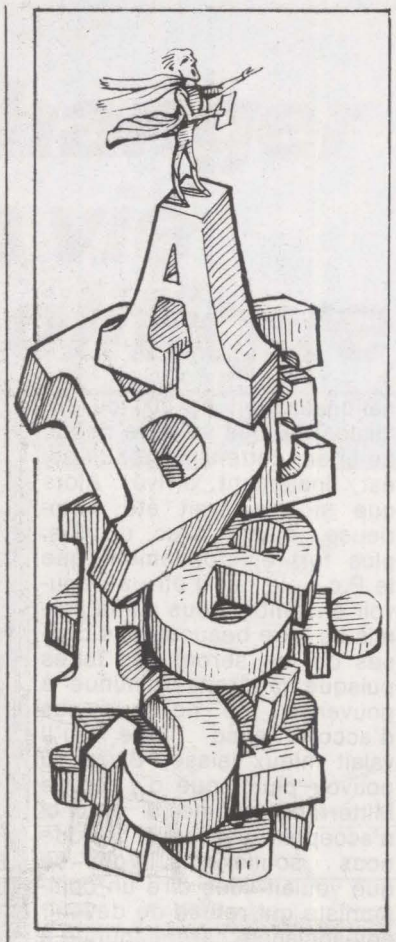
— Enfin, faire appel à la « solidarité nationale ». Montrer qu'avec de la bonne volonté et de la générosité on s'en tire. On réagit **comme si** c'était une catastrophe d'origine « naturelle » (raz de marée, séisme, etc.). Donc **c'est** une catastrophe d'origine naturelle. C.q.f.d.

Au bout du compte, tout le monde est bien content. Les médias (Europe 1, Antenne 2, etc.), parce qu'ils se sont fait une bonne « pub ». Le gouvernement et les compagnies pétrolières, parce que leur responsabilité écrasante a été complètement occultée dans le grand élan de solidarité nationale : après les élections et la France coupée en deux, voilà la marée noire — la plus gigantesque jamais survenue... —, et l'union sacrée des Français se ressoude dans l'adversité. Vive la marée noire !

Et dire qu'il y a des gens qui n'ont rien compris... Des qui prétendent que c'est le système capitaliste qui veut ça. Des qui s'en prennent à la société de consommation. Des qui accusent le gouvernement de n'avoir pas agi à temps — alors qu'on voit à la télé ce bon monsieur Bécam qui fait de son mieux pour arranger les choses. Et même des qui osent boycotter les produits de la Shell. Preuve que la compagnie pétrolière est blanche comme une colombe dans l'« affaire » : elle a gagné son procès contre ces empêcheurs de polluer en rond (Union fédérale des consommateurs, Amis de la Terre, etc.).

Ils n'ont vraiment rien compris !

MARIE-JOSE BERNARDOT



nos lecteurs ont la parole

Discuter dans le parti

Les attaques, les calomnies qui ont déferlé de toutes les formations de droite et de gauche, doivent dans l'avenir vous inciter à marcher seuls, sur votre seul programme, un programme réaliste, et surtout réalisable, clair, net. Souvenez-vous qu'après une campagne électorale honteuse, au cours de laquelle le seul souci de tous était d'attaquer le Parti socialiste, récemment encore au petit-déjeuner de France Inter la « crécelle », lisez Georges Marchais, a continué à vous harceler. Votre intérêt, et celui de ceux que vous représentez, est de marcher seuls sauf en cas d'élections partielles, de soutenir le candidat de la gauche le mieux placé.

Refuser de participer aux travaux de la nouvelle majorité, soit dans les commissions ou ailleurs, c'est à votre honneur et nous ne comprendrions pas, après tant de pourriture déversée sur vous, qu'il en soit autrement. Si les dirigeants communistes avaient combattu la droite avec la même ardeur qu'ils ont mise contre vous, nous n'en serions pas là.

Du courage, rien n'est perdu. Et surtout que les socialistes du sommet comme de la base comprennent bien que leurs divisions internes seront surveillées et exploitées au maximum. Ce qui a perdu le parti dans le passé, c'était ces démissions, ces claquages de portes, lorsque l'on n'était pas d'accord. Il ne faut pas que l'on rentre et que l'on sorte du parti, comme dans un moulin à vent. On doit discuter, s'expliquer, mais sans sortir du parti.

(R. CASSIN
31550 Cintegabelle)

Sachons repenser la gauche

Il n'est évidemment pas question de conclure une quelconque alliance avec les hommes de la réaction qui n'ont rien de commun avec nous ; cette société du fric-roi, des profits éhontés, des privilèges pour une minorité, pour tout dire de l'injustice, est moribonde et nul ne doit compter sur nous pour être sa roue de secours. A-t-on jamais vu une voiture usée repartir parce qu'on a changé quelques pièces de sa carrosserie ? Personne ne songe non plus à rompre l'union de la gauche, car nous savons bien qu'on ne gouverne pas un pays contre un parti qui a la confiance — même si sa direction néostalinienne ne la mérite pas — d'une fraction importante de ses travailleurs.

Le Parti socialiste doit s'affirmer pour ce qu'il est : le parti de tous ceux qui travaillent dans ce pays et forment son immense majorité. Il doit, avec eux, élaborer le projet de ce que sera la société socialiste ; il doit dire quelle y sera la place des femmes, celle des minorités opprimées, comment il entend donner du travail — et un travail enrichissant — à tous, la nature des relations qui doivent être celles des hommes de demain, comment il espère résoudre l'angoissant problème que pose l'existence à nos portes d'un tiers monde de trois milliards d'individus réduits à la famine... C'est une tâche gigantesque qui nous attend. Le Parti socialiste se doit de dire à tous la vérité, toute la vérité, rien que la vérité ; il ne doit jamais s'abaisser à des promesses démagogiques qui, au fond, manifestent le mépris de l'homme. Nous savons bien, nous, que les Français ne sont pas des veaux et nous devons faire confiance en la volonté de justice d'une jeunesse ardente pour construire une société nouvelle. Si le Parti socialiste le veut, il peut rassembler autour de lui la majorié des Français : il ne refusera aucun concours pour construire la France socialiste, ni celui de ceux qu'une peur irraisonnée a poussé vers une droite en perdition, mais qui sont capables de comprendre que le socialisme est l'avenir de l'humanité. Ce n'est pas une autre stratégie qu'il s'agit de choisir, mais il convient de conduire l'union de la gauche dans le chemin de l'honnêteté, de la vérité, de la rigueur, qui est celui du socialisme.

Oui, nous avons perdu une bataille, mais sachons repenser la gauche : travaillons à l'union de la gauche, d'une gauche qui, fidèle à l'idéal socialiste de Jules Guesde et de Jean Jaurès, se souvienne que libérer l'homme, c'est parier sur sa grandeur, sur sa volonté, sur son intelligence. Et soyons sûrs que demain verra le triomphe du socialisme dans la liberté.

(Raymond GUILLANEUF
Maître-Assistant de Sciences politiques à la Sorbonne
Membre suppléant de la C.e.f. du Puy-de-Dôme du P.s.)

Situation nouvelle

Je sollicite également les colonnes de « l'Unité », rubrique « Nos lecteurs ont la parole », pour souscrire à ce que dit Jean Gandillon sous le titre : « Une situation nouvelle » (l'Unité n° 290).

Qu'il me soit toutefois permis d'ajouter que, malgré les sondages favorables, j'avais la désagréable impression en écoutant Marchais à la télévision que la victoire de la gauche allait encore nous échapper. Et, lorsque le 12 mars il est apparu avec l'ensemble du bureau politique du P.c.f. à l'instar des dirigeants communistes des pays de l'Est, l'espoir de gagner les élections me semblait avoir changé de camp.

En conséquence, étant donné cette « situation nouvelle » en cause ci-dessus créée par l'immuabilité de la stratégie politique du P.c.f. envers le Parti socialiste, il serait souhaitable pour le Parti socialiste, lors du prochain congrès de se souvenir de la maxime suivante : Garantissez-moi de mes amis. Je saurai bien me défendre de mes ennemis.

(Antoine MUNOS
34100 Montpellier)

L'imposture de la social-démocratie

Un débat est en cours à l'intérieur de notre parti. Le refus d'avancer la date du Congrès ordinaire, explicable peut-être par la volonté d'empêcher que les vagues ne se fassent trop grandes, ne saurait cacher le fait que c'est bel et bien la stratégie du P.s. qui est en jeu. Les voix social-démocrates n'ont jamais été si nombreuses ; entre celles qui proposent l'abandon pur et simple de l'union de la gauche, celles qui suggèrent la relégation de l'apport marxiste au musée du socialisme et celles qui veulent réduire l'union de la gauche à la seule application de la règle du désistement réciproque tous les cinq ans. Il y a tout au plus des degrés et des nuances, mais pas de divergences de fond.

Interrogeons-nous ici — et nous nous limiterons à cet aspect — sur tout ce qu'impliquerait une optique social-démocrate dans nos relations avec le tiers monde.

Aujourd'hui, certains proposent, de façon avouée ou non, que le P.s. opte pour une voie véritablement social-démocrate : selon eux, ce serait le meilleur moyen de se démarquer du P.c.f. et le seul moyen de ne pas renouveler le « coup » des législatives de 78. Il s'agit là d'une véritable imposture à l'égard du tiers monde. Certains feront observer que ce sont des gouvernements sociaux-démocrates (Pays-Bas, Norvège) et des

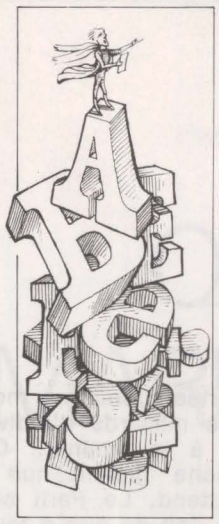
→

gouvernements venant dans la lignée d'une tradition social-démocratie (Suède) qui pratiquent l'ouverture la plus progressiste à l'égard du tiers monde. Ces exemples sont exacts. Mais, si elles sont honnêtes, que les mêmes personnes reconnaissent que c'est aussi un gouvernement social-démocrate — celui de la R.f.a. — qui a l'une des attitudes les plus conservatrices à l'égard du tiers monde. Ainsi, lors de la dernière Cnuced qui eut lieu à Nairobi, en 1976, les positions de la France giscardienne, représentée par Jean-Pierre Fourcade, étaient plus avancées que celles de l'Allemagne fédérale.

Une social-démocratie saurait certes réaliser des réformes en France, elle saurait réduire les inégalités internes, et ce n'est pas négligeable. Elle saurait aussi peut-être intégrer à son projet une large partie des travailleurs. Dans ce cas, elle pourrait penser — l'argument s'entend parfois, hélas — qu'elle « a raison, du moment qu'elle a l'appui d'un gros pourcentage de travailleurs » (argument à discuter). Mais au niveau des rapports centre-périphérie, elle serait incapable de faire autre chose que des aménagements ; sa démarche électoraliste lui interdit de proposer les solutions d'une rupture. De plus, le risque serait qu'elle endorme la masse de ceux qui la soutiendraient, qu'elle leur forge une conscience conservatrice satisfaite de ses réformes internes et qu'ainsi elle s'interdise par la suite, sauf à perdre son électorat (ce qui est sacré pour les notables sociaux-démocrates) ; de procéder à des transformations plus radicales, si tant est qu'un de ses dirigeants un peu clairvoyant en ait la velléité.

Qui se veut solidaire des peuples dominés doit combattre le projet social-démocrate, avoué ou non à l'intérieur du P.s. Accepter que le P.s. se « social-démocratise », c'est participer à une imposture criminelle. Criminelle si on songe aux milliards de « damnés » qui refusent leur damnation. Et qu'on se souvienne, au moment des choix, qu'il n'est plus possible de bâtir un projet authentiquement socialiste avec l'hexagone, et même l'Europe, pour seuls horizons.

(Pierre PERMINGEAT
69100 Villeurbanne)



nos lecteurs ont la parole

Mieux valait Mitterrand que Barre

Cette lettre va peut-être vous surprendre mais je serais heureux que vous acceptiez de la publier dans votre courrier des lecteurs.

Militant du Parti communiste, il m'arrive de me poser certaines questions sur la politique menée par mon parti. Mais je tiens à vous avertir tout de suite que je n'ai pas l'intention de le quitter.

Si je vous écris c'est parce que, de temps en temps, je lis votre journal que me prête un camarade de travail socialiste et, d'autre part, parce que même si je suis souvent en désaccord avec le P.s. je ne vois pas comment les travailleurs accéderont un jour au pouvoir sans l'alliance entre nos deux partis. Cette alliance est difficile, nous l'avons toujours su, mais elle a pu se faire à partir de 1972 sans doute parce que le Parti communiste a changé mais aussi parce que le Parti socialiste a changé également. Je sais bien qu'il y a toujours au P.s. des dirigeants tentés par la social-démocratie mais précisément le programme commun avait amené votre parti à s'écarter de cette voie. C'est pourquoi, dès le début, je me suis inquiété de la violence des accusations portées par les dirigeants du P.c.f. contre les socialistes en pensant que cela ne pouvait que provoquer chez ceux-ci une réaction contre l'alliance avec le P.c.f. Je ne crois pas que la nationalisation de 200 ou 300 filiales de plus valait le risque de briser cette alliance, ce qui est finalement arrivé. Alors que si elle avait été victorieuse, même avec un P.s. plus fort électoralement que le P.c.f., le fait d'être au pouvoir ensemble nous aurait permis de faire beaucoup de choses qui ne seront pas faites puisque la droite continue à gouverner. Je ne suis pas d'accord avec l'idée qu'il valait mieux laisser Barre au pouvoir plutôt que d'y mettre Mitterrand, même si celui-ci n'acceptait pas tout ce que nous souhaitions. Voilà ce que voulait vous dire un communiste qui refuse de devenir anti-socialiste car il continue à croire à l'union.

(Pierre DELSOL
38000 Grenoble)

Une lettre de J.-M. Domenach

S'estimant « gravement injurié » par la dernière chronique de François Mitterrand (voir « l'Unité » n° 290), Jean-Marie Domenach nous a adressé la lettre suivante :

Vous avez publié, dans votre numéro 290, une chronique de François Mitterrand qui contient, à mon sujet, un certain nombre d'injures et d'inexactitudes.

Je laisse les injures de côté. La gauche a déjà trop souffert de telles querelles. Mais je vous prie de corriger les inexactitudes.

Il est faux que j'aie appelé à voter contre le candidat unique de la gauche en 1965 et 1974. J'ai même pris l'initiative d'un appel à voter pour François Mitterrand en 1974.

Il est faux que j'aie fait l'éloge du Programme Commun « lorsque j'ai pu croire qu'il allait l'emporter ». J'ai toujours maintenu mes réserves de fond à l'égard du Programme commun.

Il est faux que « j'aie hurlé avec les loups ». De 1938 à 1978, j'ai pris position à chaque occasion majeure — Munich, Résistance, Guerre d'Indochine, Guerre d'Algérie, etc. — contre la démission nationale et les guerres coloniales...

Enfin, je suis prêt à répondre, dans vos colonnes, aux questions de fond que me pose, dans vos colonnes, François Mitterrand.

• Le passé de Jean-Marie Domenach, pour les faits qu'il rappelle dans sa lettre, n'est pas en cause. Mais il oublie curieusement comment il avait attaqué François Mitterrand en 1965 et ce qu'il avait écrit en 1974, après les élections présidentielles, pour accuser la gauche — qu'il avait déjà brocardée tout au long du règne de De Gaulle — de n'avoir pas compris que l'avenir c'était Giscard ! Il reste donc fidèle à lui-même. C'est son droit le plus strict. Mais est-ce une injure que de lui dire que cela ne le qualifie pas pour donner des leçons à la gauche en général et au P.s. en particulier ?

La mafia des médicaments

J'ai lu avec beaucoup de plaisir l'article sur la mafia des médicaments du n° 290 de « l'Unité ».

Une phrase a retenu mon attention à propos de l'hydergine, médicament recommandé par le laboratoire Sandoz pour les troubles vasculaires ; l'auteur écrit : « Son importance thérapeutique justifie sans doute son succès commercial ». Je crois pouvoir affirmer que l'ensemble des médecins spécialistes de la question considèrent ce produit comme pas très efficace voire inefficace et s'il sort souvent de la plume de certains médecins faudrait-il chercher le succès ailleurs que dans l'importance thérapeutique qui n'est pas prouvée pour la forme gouttes en particulier (forme qui représente la presque totalité du marché du produit). Comme quoi le succès commercial d'un produit pharmaceutique n'est pas toujours lié à son efficacité mais aussi aux techniques de « vente » et à l'importance des moyens mis en œuvre pour le faire prescrire. Tout compte : la couleur, la forme, le goût, le prix, et surtout les moyens utilisés auprès des praticiens : la publicité dans la presse professionnelle, visiteurs médicaux, cadeaux, repas, etc.

(Dr. Pierre COICADAN
72000 Le Mans)

changer la vie politique

Succès P.s. en Meurthe-et-Moselle

Les deux premières élections cantonales partielles après les élections législatives ont apporté dimanche dernier deux victoires à la gauche. A Latronquière (Lot) un indépendant de gauche, soutenu par le P.s., a remplacé un M.r.g. décédé. Mais à Colombey-les-Belles (Meurthe-et-Moselle), c'est un socialiste, Michel Dinet, maire de Vannes-le-Chatel qui remplace une conseillère P.r. en battant nettement au deuxième tour le candidat R.p.r. pourtant soutenu par le général Bigeard, élu député le 19 mars en obtenant plus de 53 % des suffrages dans ce canton !

Election à Rézé

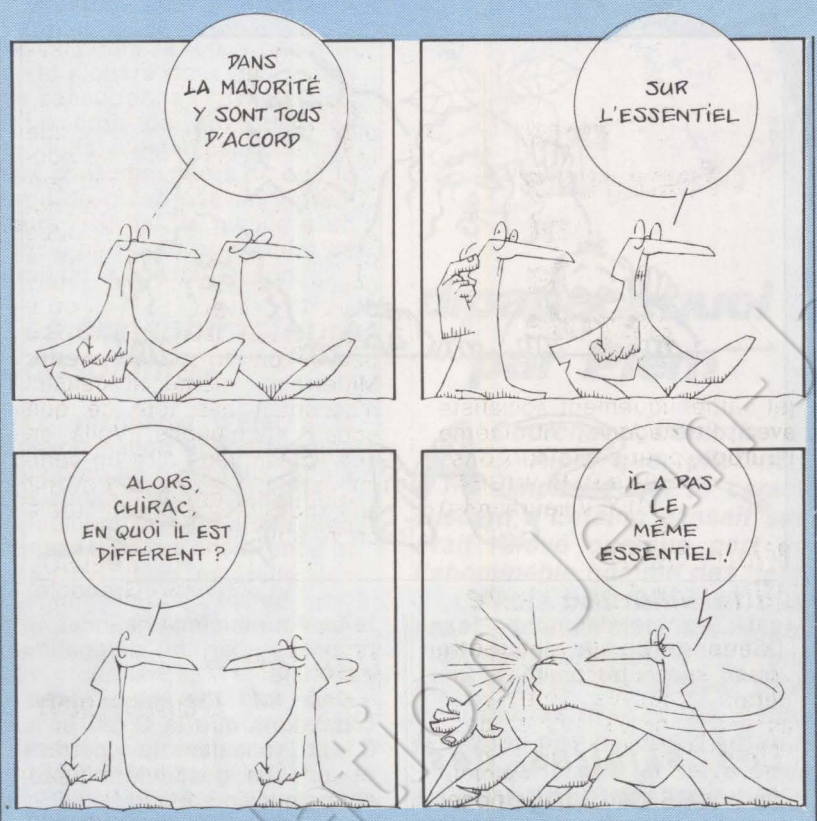
A Rézé (38 000 h.), ville de la banlieue nantaise, deux élections auront lieu le 16 avril. Il s'agit, en effet, de remplacer l'ancien maire, depuis 1959, Alexandre Plancher décédé à la fin du mois de février dernier, également conseiller général du canton de Rézé-Bouguenais. Le candidat d'Union de la gauche au conseil municipal est un ouvrier de Dubigeon-Normandie, Michel Bedel (29 ans) militant socialiste.

Pour le siège de conseiller général le Parti socialiste présente une femme Michèle Charpentier (30 ans) vendeuse dans une crèmerie.

A noter qu'en 1976 Alexandre Plancher obtenait dès le premier tour 49,9 % des suffrages.

Crise municipale à Clayes-sous-Bois

Rien ne va plus à Clayes-sous-Bois (Yvelines - 17 000 habitants) entre le maire communiste Janine Thomas et la minorité socialiste du conseil municipal. La liste d'union de la gauche, élue en mars 1977 comprend 15 communistes, 7 socialistes et 5 démocrates.



Le 6 avril, les socialistes se sont désolidarisés de la majorité et ont refuse de siéger au bureau municipal. A l'origine de cette crise, le licenciement par le maire de deux ouvriers-stagiaires des services techniques de la mairie. Un comité de soutien où figurent le P.s., le P.s.u., la C.f.d.t. et la C.g.t. s'est créé pour obliger le maire à faire réintégrer immédiatement les deux ouvriers abusivement licenciés.

Une nouvelle affaire Croissant ?

Ancien directeur de la revue italienne d'extrême gauche « Controinformazione », Antonio Bellavita travaille depuis plusieurs années, à Paris, pour le journal « Libération ». Interpellé le 30 mars il a été détenu à Fresnes pendant douze jours en vertu de mandats d'arrêts délivrés à son encontre à Turin en 1974 et 1976. Il fait aujourd'hui l'objet d'une demande d'extradition de la part des autorités italiennes qui, jusqu'à l'enlèvement du président de la D.c., ne se souciaient pas le moins du monde du sort de ce journaliste dont nul n'ignore qu'il n'a pas participé au rapt. Mais, de même que la police italienne a arrêté à l'aveuglette beaucoup de gens — qu'elle a dû remettre aussitôt en liberté —, il semble qu'il s'agisse cette fois encore de rassurer une opinion publique apeurée devant laquelle les autorités italiennes font tout pour masquer leur impuissance.

Qu'est-il reproché à Bellavita ? Essentiellement une vieille série d'articles, très bien informés, qu'il a écrits sur les fameuses Brigades rouges. Sans reprendre leurs analyses à son compte. C'est donc bien un délit d'opinion doublé d'un délit de presse qui lui a valu d'aller en prison.

Il convient d'empêcher que son affaire ne connaisse une issue de type Croissant. Poursuivi pour « atteinte à la personne de l'Etat » Bellavita devient ipso-facto, pour le Code italien, un prévenu politique. La justice n'est-elle pas tenue de rejeter une demande d'extradition en un tel cas ? Si, sans aucun doute ! De plus, Bellavita ayant un domicile fixe et un travail déclaré, son maintien en détention fut totalement injustifié. C'est pourquoi ses avocats ont présenté le 11 avril une seconde demande de mise en liberté provisoire à la chambre d'accusation. Ils ont obtenu la mise en liberté de Bellavita. En attendant l'audience décisive du 10 mai, date à laquelle celle-ci doit se prononcer sur la demande d'extradition.

Expulsion abusive

Saïd Smihi, étudiant et dirigeant de l'Union nationale des étudiants marocains à Paris, a été expulsé en Algérie, le 29 octobre dernier, selon la procédure d'extrême urgence. Il lui était reproché son absence de neutralité et une activité fervente en faveur du front Polisario, bien qu'il se soit gardé de jamais prendre la moindre position publique. Aussi son avocat a-t-il aussitôt engagé une procédure pour vice de forme par un recours en Conseil d'Etat et devant le tribunal administratif. Mais ces recours n'ont toujours pas été examinés. Latifa Smihi, femme de Saïd, et sa fille attendent toujours son retour. Mais le temps passe... C'est pourquoi Latifa a entrepris, depuis le 3 avril, une grève de la faim dans les locaux de la Bourse du travail de Gennevilliers. Cela explique le dépôt d'un recours gracieux auprès de Christian Bonnet, le 11 avril, par l'avocat de Saïd. On attend maintenant la réponse du Ministre de l'Intérieur.

Rectificatif

Nous avons écrit par erreur dans l'article « Les nouveaux élus socialistes (« l'Unité » n° 290), que Pierre Forgues, député des Hautes-Pyrénées, avait obtenu, le 12 mars 5 500 voix d'avance sur le P.c. alors qu'André Guerlin, l'ancien député socialiste, avait eu 2 500 voix d'avance en 1973.

Les chiffres exacts sont en réalité les suivants : 4 098 voix d'avance pour Guerlin en 1973 ; 2 224 voix d'avance pour Forgues le 12 mars 1978.

changer la vie sociale

La misère du textile

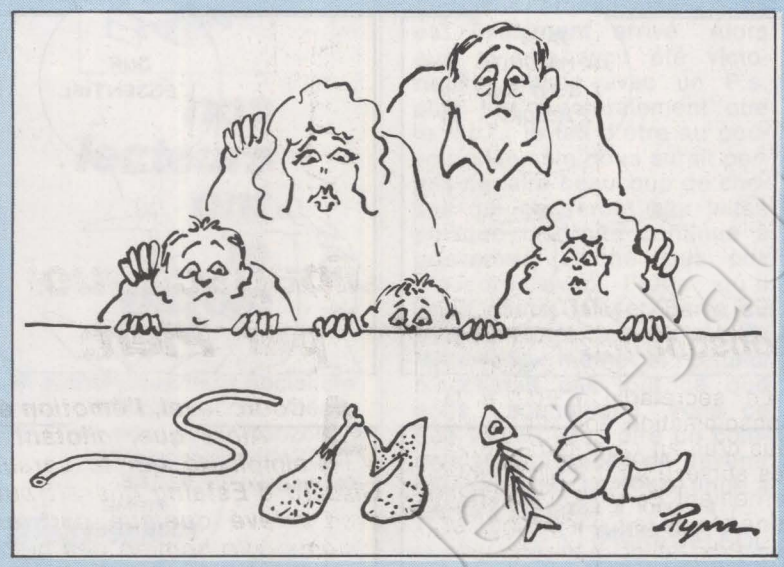
Ouverture, cette semaine, le jeudi 13 avril des négociations salariales dans le textile. Une occasion comme une autre de rappeler la situation particulièrement mauvaise des travailleurs de ce secteur. En janvier 1978, la moyenne des salaires était de 13,66 francs de l'heure, alors que la moyenne toutes industries est de 15,84 F: un retard de 15,9 %. Dans le textile, la prime de 120 F pour les travailleurs manuels n'a pas été versée : le patronat a prétexté des difficultés économiques. Et nombreux sont ceux qui ne gagnent que 1 800 F bruts par mois...

Patrons en prison et en fuite : l'occupation continue

Abus de biens sociaux, présentation de bilans inexacts et faux en écritures de commerce : Jean Defrenne, le P.-d.g. des Tissages Defrenne, (filiale du groupe Schlumpf), vient de se voir condamner à dix-huit mois de prison, dont six avec sursis. Cette condamnation vient s'ajouter en prime à celle prononcée contre lui en octobre 1977 pour entrave au fonctionnement du comité d'entreprise.

Les trois cent trente ouvriers des Tissages Defrenne ne sont pas, pour autant, sortis d'affaire. « Liquidés » avec l'usine le 15 juin 1977, ils s'apprêtent à « fêter » leur première année d'occupation. Pour eux, aucune perspective valable pour le moment. Il n'empêche : ils sont décidés à tenir. Leur histoire est trop scandaleuse pour qu'une solution ne finisse pas par se dégager. Un P.-d.g. en prison et les patrons du groupe, les frères Schlumpf, réfugiés en Suisse, pour échapper aux poursuites judiciaires, donnent une idée des trafics de gestion qui ont conduit les Tissages Defrenne à la catastrophe.

C'est principalement à partir d'un énorme dossier constitué par la C.f.d.t. et les ouvriers qu'ont pu être mises à jour les fraudes de leur P.-d.g. Le tribunal, en condamnant Jean Defrenne, a fait éclater au grand jour la légitimité de leur lutte.



Les salaires des ouvriers boulangers

A la suite d'un écho paru dans « l'Unité » n° 289 sur l'augmentation des salaires des ouvriers boulangers, la Fédération générale des travailleurs de l'Agriculture et de l'Alimentation F.o. nous demande de publier la mise au point suivante :

Effectivement, les salaires des ouvriers de la boulangerie artisanale ont été augmentés au 1er avril 1978, conformément aux indices Aniaa de 9,78 %, cela correspond au strict maintien du pouvoir d'achat.

En ce qui concerne l'amélioration de celui-ci où notre organisation est mise en cause, la réalité est claire, la C.g.t. et la C.f.d.t. n'ont rien demandé aux employeurs, sinon un salaire d'embauche à 2.400 F. A ce propos, le délégué national de la C.f.d.t. qui a quitté la séance 1 h 30 avant la fin, a même demandé aux employeurs : « Que nous proposez-vous comme amélioration du pouvoir d'achat ? ». Alors que notre organisation revendiquait et obtenait 3 % d'amélioration sur les salaires réels, ce qui est bien supérieur aux 6,52 % obtenus sur le barème minimal national, et proposés par la délégation patronale.

Une fois de plus, nous constatons que la C.g.t. et la C.f.d.t. sont dans le « pétrin » et qu'elles gesticulent beaucoup pour en sortir.

Gennevilliers : eau coupée à la cité de transit

Depuis le 31 mars, les habitants de la cité de transit du port de Gennevilliers bénéficient d'un robinet d'eau à l'extérieur. Une nette amélioration : pendant quarante-huit heures, quarante-quatre familles, soit quatre cents personnes, dont deux cent quatre-vingts enfants, ont été totalement privées d'eau. Sans l'intervention du comité de défense composé des partis de gauche, des syndicats et de l'Amicale des Algériens en Europe, la Compagnie des eaux n'aurait certainement pas installé ce robinet dehors après avoir coupé l'eau dans tous les logements.

A l'origine, une cité de transit, toute de baraques préfabriquées montées en 1966 dans un endroit humide du port et au bord d'une autoroute. A l'époque les mauvaises consciences s'apaisent en se disant que, d'ici à neuf ans, toutes les familles auront fini de « transiter » et seront recasées dans des H.l.m. Au départ, 1975 devait être la dernière année d'existence pour cette cité. Dans un état de délabrement avancé, la cité existe toujours. En juin 1976, ses occupants, lassés de payer des loyers et de vivre dans des conditions à la limite de l'insalubrité, décident de faire la grève des loyers. Ils revendiquent les H.l.m. promises. En même temps, pour ne pas se mettre hors la loi, ils affirment au préfet lui-même leur volonté de payer eau et électricité. Une partie de non-grévistes continuent même de régler les loyers et les quittances d'eau et d'électricité à la société Cetrafa, qui est chargée d'assurer la gestion de la cité. Seulement voilà : la Cetrafa — à la tête de laquelle on retrouve le préfet —, dépassée par le nombre des grévistes, abandonne — de fait — la cité. Si elle continue d'encaisser certains loyers et le montant des sommes à verser à la Compagnie des eaux et à E.d.f., elle omet de les transmettre à leur destinataire. La Compagnie des eaux, qui ne connaît que la Cetrafa, faute d'être payée, finit par couper l'eau. Les habitants de la cité contestent cette décision et font savoir que, s'ils n'ont pas payé l'eau et l'électricité, c'est parce que la Cetrafa n'a pas récolté leur argent. Le soir du 3 avril, au cours d'une réunion publique, ils ont payé chacun 320 F pour l'eau. Le comité de soutien a décidé de confier la somme globale à un huissier.

Kodak en négatif

« Une boîte rouge et jaune. Attrayante de l'extérieur. Noir profond à l'intérieur. » C'est ainsi que les salariés de chez Kodak décrivent leur entreprise : plus de 120 000 personnes employées dans le monde entier. En France, 8 500 salariés, un chiffre d'affaires qui a plus que doublé en six ans, des bénéfices accrus de 35 % entre 1976 et 1977. Et un conflit à Vincennes (2 500 employés) qui dure depuis six mois.

A l'origine de ce conflit, le travail en continu, en 4 x 8 qui

concerne 250 travailleurs. Les salariés demandent la cinquième équipe. Ils luttent, disent-ils, pour obtenir « du temps pour vivre ». D'autant plus que le travail est dur : une des spécialités de l'industrie photographique, c'est le noir car un film se fabrique dans une absence totale de lumière.

Une lutte dont les formes d'action sont originales : deux heures de grève le samedi en fin de poste. Attitude dure de la direction qui attendra la mi-avril pour accepter de discuter. Un conflit... révélateur.

Le droit de boycott interdit

Pour avoir appelé au boycott des produits « Shell » à la suite du naufrage de l'Amoco-Cadiz (transportant une cargaison appartenant à cette compagnie pétrolière) l'Union fédérale des consommateurs (U.f.c.) a été condamnée à verser 10 000 F de dommages et intérêts à la société Shell. Et l'U.f.c. a été contrainte d'assurer la publication du jugement dans cinq quotidiens.

Simone Rozès, présidente du tribunal de Grande Instance de Paris, a rendu un jugement selon la loi : une loi qui dans ce cas ne rend pas responsable le propriétaire-destinataire mais uniquement le transporteur. Loi dont on peut contester le bien-fondé. « La Shell a la liberté de choisir son transporteur, affirme François Lamy, directeur de l'U.f.c. Pour des raisons économiques elle choisit des pavillons de complaisance au détriment de la sécurité : il est donc normal d'exercer sur elle une pression économique. »

En l'occurrence le boycott semble avoir fait ses preuves. Dans la plus grande station Shell de Paris, les ventes ont baissé de 30 %. Et un automobiliste reconnaît avoir failli tomber trois fois en panne plutôt que de prendre de l'essence à une station Shell... Efficacité, condamnée par la loi qui assimile l'action d'une organisation de consommateurs à un « dénigrement » opéré pour des motifs de concurrence commerciale.

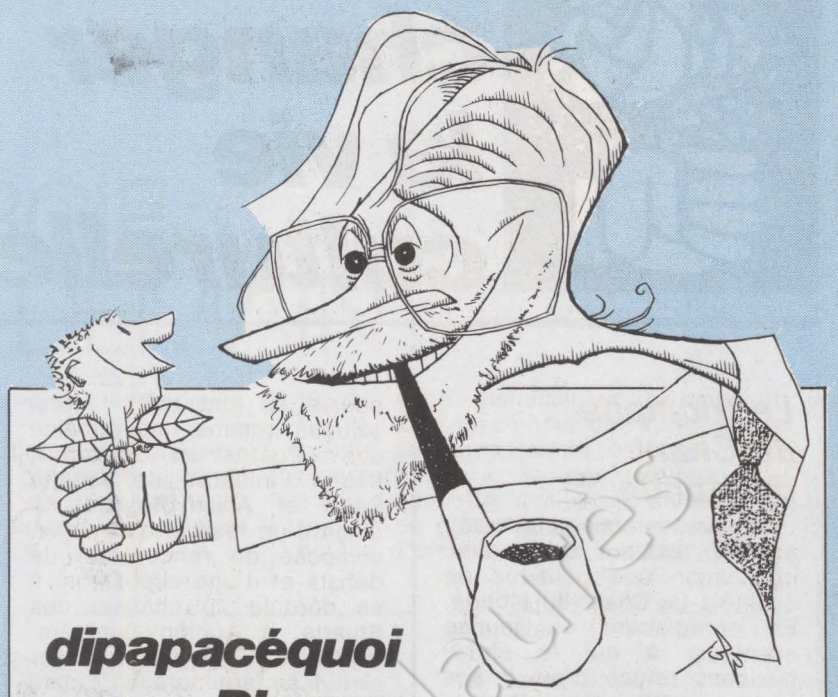
Le droit de boycotter les produits n'est-il pas pourtant aux consommateurs ce que le droit de grève est aux travailleurs ? Si oui, la justice a un siècle de retard en matière de droit de la consommation.

Les consommateurs consommés

Le secrétariat d'Etat à la Consommation âgé d'à peine plus d'un an n'est plus : il n'a pas survécu au troisième gouvernement Barre. La direction générale de la Concurrence et des Prix, alliée naturelle des consommateurs, risque fort de voler en éclats sous prétexte de « restructuration ». Les ordonnances de 1945 sur le contrôle des prix sont remises en cause sur l'autel de la « liberté économique ». L'Institut national de la consommation se retrouve sans directeur après la démission de Henri Estingoy et se trouvera désormais rattachée au ministère de l'Economie sous la tutelle de René Monory, ministre des... industriels, commerçants et artisans dans le précédent gouvernement. Tout ça augure bien de la prise en compte des problèmes des consommateurs !

Barrot ne fait pas de zèle !

On en parle depuis un an : les représentants des locataires vont siéger dans les conseils d'administration des offices d'H.l.m. Le décret nécessaire est sorti au Journal officiel le 2 mars dernier. Seulement voilà : Jacques Barrot, alors secrétaire d'Etat au Logement, a pris sa plume dès le lendemain pour freiner les préfets qui auraient souhaité agir avec zèle : « pour ce qui concerne les offices municipaux, je vous invite à ne pas procéder immédiatement à la mise en place des nouveaux conseils ». Et d'annoncer des études complémentaires pour « adapter les textes à la diversité de ces offices »...



dipapacéquoi par Piem

***A** Courchevel, l'émotion était à son comble.*

Alors que, pilotant lui-même ses skis avec la simplicité qui le caractérise, le socialo centriste Giscard d'Estaing glissait sur les pentes enneigées, on avait relevé quelque part en montagne les traces de l'abominable homme des neiges.

L'heure pourtant était à la détente mais, hélas ! Chirac, car c'était lui, l'abominable, avait le doigt dessus.

La meilleure police du monde était sur les dents ; elle avait ratissé les crêtes, ouvert les coffres des luges, contrôlé les tire-fesses, bloqué les télécabines, en vain ; le Chirac des neiges d'antan restait introuvable.

Pendant que la bête rôdait, Giscard skiait en profonde, à l'abri des regards indiscrets et seul le sommet de son crâne émergeait, mont parmi les monts, sommet parmi les sommets.

Le troisième bataillon de Chasseurs Alpins cantonné sur la frontière libanaise fut rappelé de toute urgence, on craignait en haut lieu que le rugissement de l'abominable homme des neiges ne provoque une avalanche entrainant l'auguste skieur et des élections présidentielles avant l'heure.

Un berger, tricolore de peur, dit avoir rencontré le Chirac au sommet du R.P.R. Le portrait qu'il en fit aux services de sécurité est maintenant exposé au musée des antiquités gaullogauloises de l'ile de la Réunion.

Un portrait robot fut affiché au départ de chaque remonte-pente. On rasa la station, rabota les sommets, dégela les glaciers afin de faire sortir le monstre de son repaire, rien n'y fit.

Seul, indifférent en apparence au drame qui se jouait autour de lui, Giscard skiait avec grâce, cueillant de-ci, de-là un jeune cactus de printemps qui perçait à travers la neige.

C'est alors qu'il regagnait son modeste chalet de planches qu'il tomba sur le yeti. Le choc fut brutal.

Le yeti brandissait une croix de Lorraine arrachée aux souvenirs du passé et s'en servant comme d'une massue il frappa et disparut.

On releva le Président avec une double fracture de la majorité, une entorse aux principes et une déchirure du ligament post-électoral.

Le conseil des ministres se réunit à l'hôpital de Sallanches. Barre y gâcha le plâtre.

Depuis ce temps-là, les enfants pleurent la nuit dans le noir, les vieillards claquent des dents et les femmes n'allaitent plus leurs nouveau-nés.

changer la vie culturelle

Le triomphe du Chant du Monde

Depuis des années une maison de disques mène avec obstination une politique de qualité : Le Chant du Monde. En enregistrant de jeunes chanteurs à qui le show-business refuse d'ouvrir ses portes : Christian Dente, Francesca Solleville, Jean-Max Brua, Christine Authier, Colette Magny, etc. En ouvrant son « chansonnier international » à tous les vents de la terre : Arabes, Chiliens, Argentins, Cajuns, Péruviens, Québécois y sont accueillis. Le jury de l'Académie Charles-Cros vient de distinguer ce catalogue, en accordant cinq de ses grands prix 1978 à cinq enregistrements du Chant du Monde : « La noce d'Etienne » de Christine Authier (LDX 74656), Anthologie de la musique mécanique (LDX 7422-23), Francisco Curto chante Hernandez (LDX 74638), Les flûtes du Rajasthan (LDX 74645) et Sibelius-Oïstrakh : Concerto pour violon (LDX 78649).

Poésie en Sologne

On nous en promet un pour le prochain été à Paris. Mais, en général, les festivals de poésie se font rares. Alors, saluons comme une aubaine ces « Poètes en Sologne », nés à l'initiative de Juliette Darle et Alain Bosquet. Il s'agit d'un festival de poésie, composé de rencontres, de débats et d'une exposition. Il se déroule au château des Stuarts, à Aubigny-sur-Nère (18700). Il a commencé le 1er avril. Il se terminera le 27 mai.

Cinéma en Ardèche

Lussas est un village ardéchois de 561 habitants. C'est là que se déroulera ce week-end, les 15 et 16 avril, un Festival audiovisuel et cinématographique. Autour de quatre grands axes : les films des régions de l'hexagone, les réalisations audiovisuelles ardéchoises, une exposition de photos et deux films « populaires ». Le tout clôturé par un bal « musette et folk ». L'exposition s'intitule : « Lussas d'hier et d'aujourd'hui ». Les films « populaires » sont « Les camisards » d'Allio et « Lo Païs » de Guérin. Les autres titres sont clairement évocateurs : « Nucléaire danger immédiat », « Village du Larzac », « Le temps des châtaignes », « Lip 76 », « Mort d'un train », « Les eaux souterraines », « Où va l'Ardèche ? » « Les loisirs à La Voulte », etc. Pour tous renseignements : Jean-Marie Barbe, Lussas ; téléphone : 3 à Lussas.

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT
THEATRE D'ORSAY
du 18 au 30 avril à 18 h 30
lundi 17 avril à 20 h 30
QUILAPAYUN
en alternance à 20 h 30
HAROLD ET MAUDE - RHINOCEROS
SPECTACLE SAMUEL BECKETT
PETIT ORSAY
ESTHER
7, quai Anatole-France - tél. 548.38.53 et agences

La Yougoslavie à l'écran

Le centre culturel de Yougoslavie (10, rue du Colisée, Paris 8e) s'emploie en permanence à faire connaître la vie culturelle et artistique yougoslave. Un temps fort à l'horizon dans cette mission : la Semaine du Cinéma yougoslave, prévue du 19 au 25 avril, au Studio Gît-le-Cœur (12, rue Gît-le-Cœur, Paris 6e). Au programme, de midi à minuit : « Opération stade » de Dusan Vukotic le 19 avril, « Le veuvage de Karolins Zasler » de Klopic le 20, « Education spéciale » de Markovic le 21, « Un gardien de plage » de Paskaljevic le 22, « Les passions de Mathieu » de Zafranovic le 23, « La vie amoureuse de Budimir Trajkovic » de Daraklajic le 24 et « Ne pas se pencher au dehors » de Zizic le 25. Tous ces films sont précédés de la projection d'un court métrage. Pour toutes informations détaillées, téléphonez au 326.80.25.

Stendhal kidnappé

En mai 1973, Claude Autant-Lara signe un contrat avec la société Technisonor, filiale de l'O.r.t.f. Où il est écrit qu'il doit adapter « La Chartreuse de Parme » de Stendhal. Ce qu'il fait. Et, en mai 1975, il remet le scénario de l'œuvre en six épisodes entièrement découpés et dialogués. Il attend, longtemps, vainement. Pour débloquer la situation il demande une rallonge à Marcel Dassault. Ce dernier accepte, à une condition : qu'Autant-Lara tourne d'abord « Gloria » dont Dassault a acheté les droits. Autant-Lara s'exécute. Quand il a terminé Dassault reprend sa parole. Autant-Lara se retourne vers le P.d.g. de Technisonor. Pas de réponse, même à ses lettres recommandées. Le 28 janvier 1978, Autant-Lara apprend par la presse que « Maurice Cazeneuve écrit une adaptation télévisée de « La Chartreuse de Parme » qui sera tournée à la fin de 1978 ». Car Cazeneuve, ex-P.d.g. de F.r. 3, savait, lui, que le projet d'Autant-Lara avait été abandonné par Technisonor le 13 mai 1977. L'intéressé, Autant-Lara, n'avait jamais été prévenu. Mais Cazeneuve savait, puisqu'il était membre du conseil d'administration de Technisonor ! Juridiquement, le contrat qui lie Technisonor et Autant-Lara expire le 27 mai prochain... Ce jour-là Cazeneuve pourra respirer. A moins qu'Autant-Lara ne passe à l'attaque. Pour l'instant, il se contente de dénoncer « l'arnaque ». Ira-t-il plus loin ? Peut-il traiter avec « pépé » Dassault et crier à la magouille ? Serait-il vraiment naïf ?

Livres vivants en milieu rural

Aux portes de la Bretagne, à Fougères, Michel Philippe est directeur de l'Office fougerais d'action culturelle. Il est, depuis 1950, animateur en milieu rural. Il vient de créer l'Atelier national du livre vivant, qu'il définit ainsi : « De l'écriture à la parole, c'est un pont jeté entre la bibliothèque, et le théâtre, entre la lecture et la vie publique. » Cet atelier propose cette année une série de six stages.

Le premier stage a eu lieu du 1er au 8 avril dernier. Le deuxième se tiendra du 8 au 13 mai : animations et veillées en milieu rural. Troisième stage, du 26 au 30 juin : animations en milieu scolaire avec les enfants et les enseignants. Quatrième stage, au château médiéval de Fougères, du 27 juillet au 7 septembre : réalisation d'un spectacle et représentations. Cinquième stage, du 7 au 27 août : animation théâtrale au long des chemins du pays de Fougères. Sixième et dernier stage : animations dans les usines.

Pour y participer, il suffit d'avoir au moins dix-huit ans. Pour tous renseignements pratiques : Michel Philippe, Office fougerais d'action culturelle, 2, rue Nationale, 35300 Fougères ; téléphone : (99) 99-41-39.

ENERGIE : LE SOLEIL DEMAIN ?

Demain Râ pour chacun de nous c'est possible ! Il suffit d'en avoir la volonté politique et de ne pas tout attendre du tout-nucléaire

Aux côtés de la déesse Terre brille l'astre royal : le Soleil. Puissante alchimie qui préside aux mythologies humaines. De ce couple divin naît toute vie. De la première, les hommes ont su tirer nourriture, puis profit. Ils ne la vénèrent plus depuis longtemps. Au second, ils ne rendent que quelques hommages furtifs, l'espace d'un été, bronzant sur une plage. Le grand dieu reste lointain, non domestiqué.

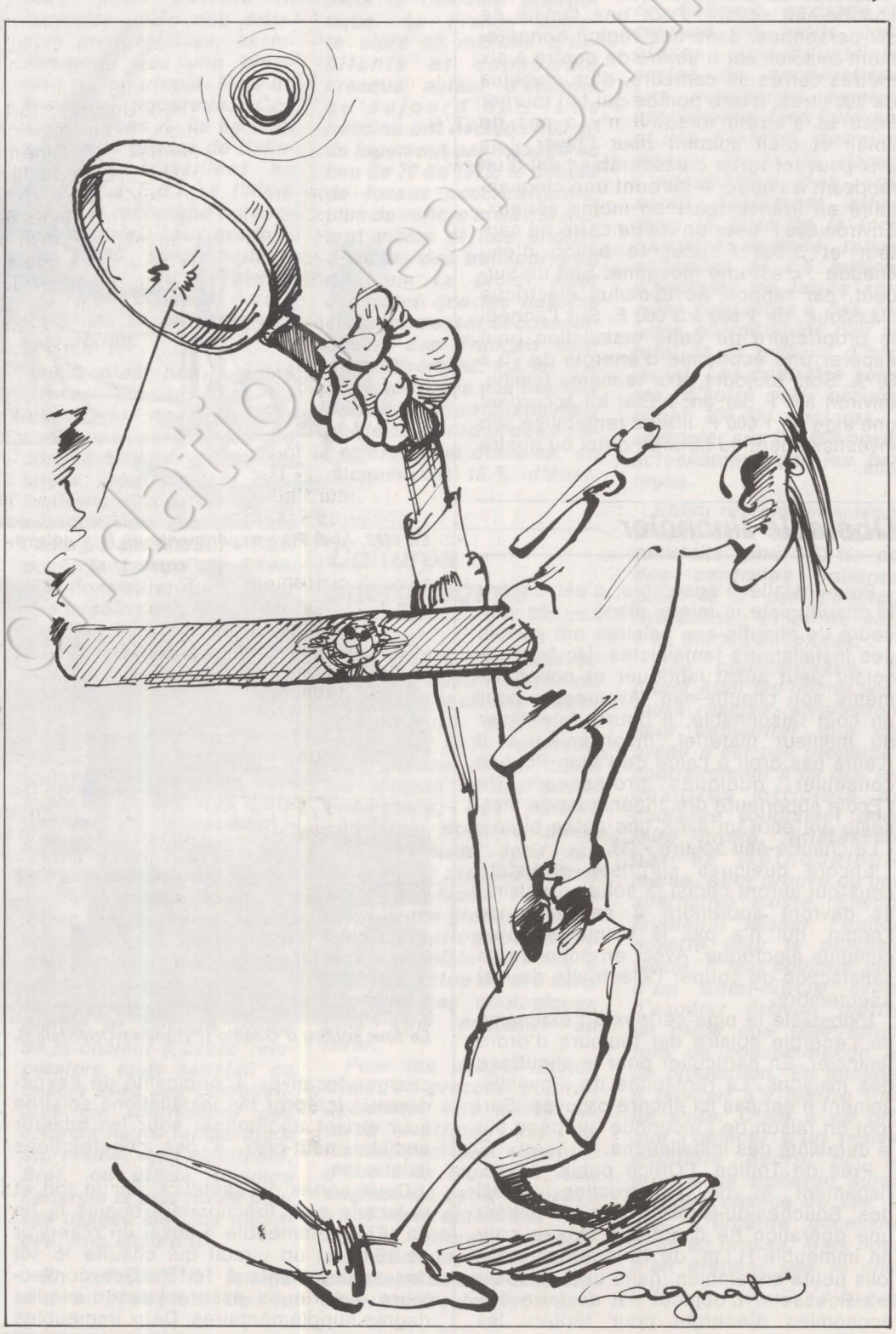
La première machine à produire de l'énergie mécanique à partir du rayonnement solaire date, dit-on, d'un siècle avant Jésus-Christ. Depuis, nous n'avons guère progressé. Pourtant, c'est du soleil que la terre tire toute son énergie : les vents, la houille blanche — les pluies — le bois, les produits de l'agriculture, le charbon, le pétrole... Tous de l'énergie solaire transformée. Inépuisable à l'échelle humaine, le soleil est notre énergie universelle. En un jour et demi, il déverse sur le globe l'équivalent de toute l'énergie fossile que l'humanité a consommé à ce jour. En France, il fournit l'équivalent de 1 000 tonnes de pétrole par hectare chaque année... Soit 300 fois l'énergie qui nous est nécessaire.

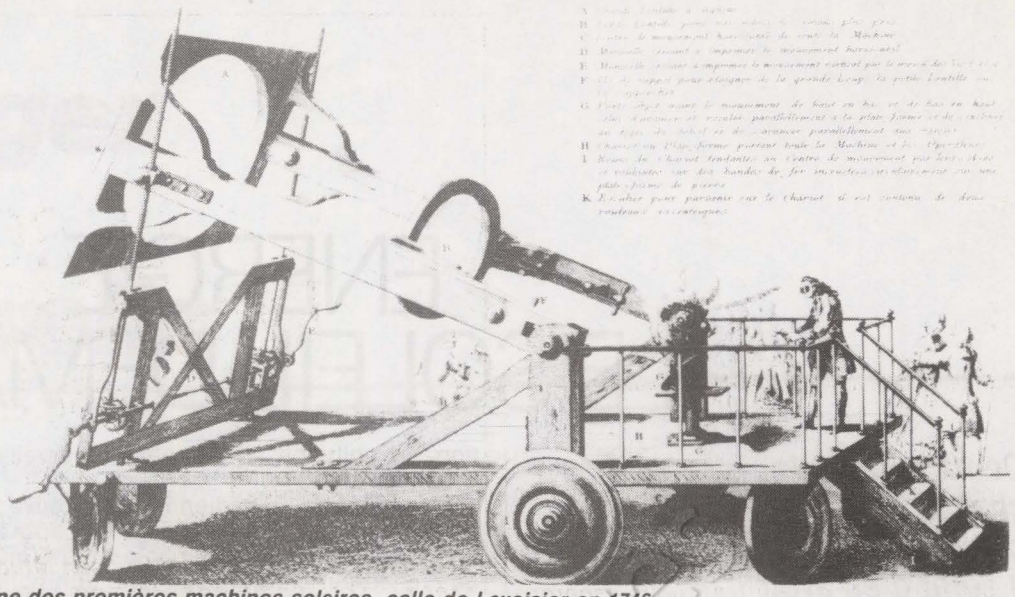
A Madrid, la filiale espagnole de Saint-Gobain a inauguré, il y a quelques semaines, un super-bulding, tour tout-solaire (ou presque : il faut de l'électricité pour l'éclairage et les ordinateurs), avec pompe à chaleur et isolation totale. Une petite merveille capitaliste. Pas de quoi surprendre.

Petite merveille écologique

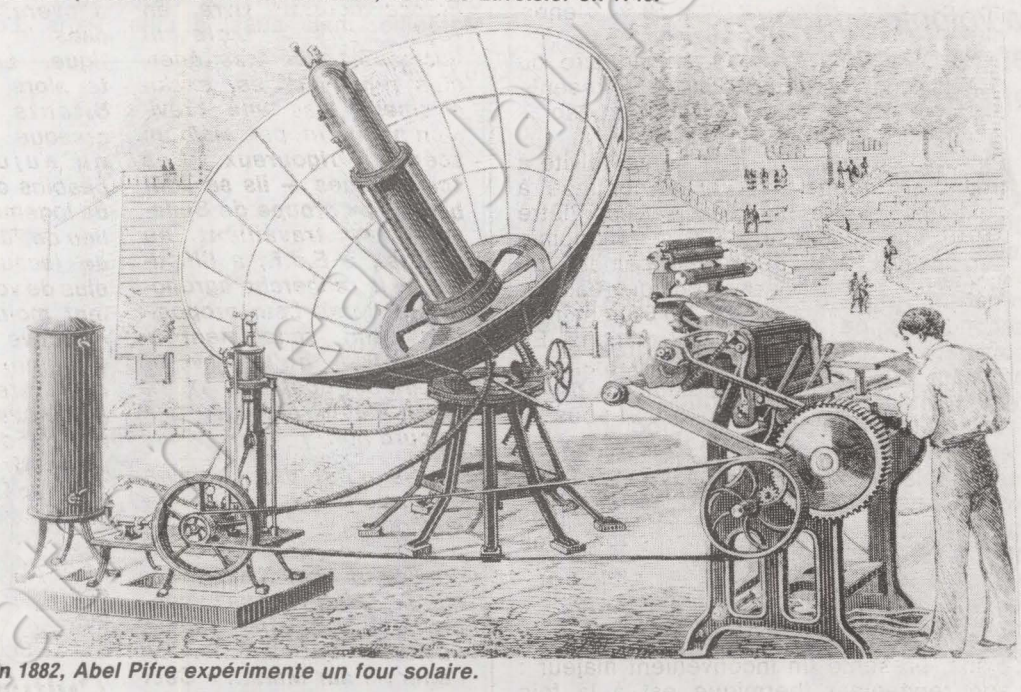
Au Canada vit une petite communauté, uniquement par la grâce solaire. Et l'aide du gouvernement. L'Arche fonctionne depuis plus d'un an avec cinq volontaires payés au Smic. Ils ont tout prévu pour capturer les rayons bienfaisants : habitation chauffée par panneaux solaires ; sous la serre, des légumes ; dans des réservoirs, des tilapias, poissons qui se nourrissent d'algues. La chaleur est stockée par des pierres en silos. Tous les déchets sont recyclés pour fabriquer du méthane. Des technologies simples. De quoi faire rêver tous ceux qui voudraient résoudre les trois problèmes majeurs des décennies à venir : l'énergie, l'alimentation, la pollution... Une petite merveille écologique.

L'expérience canadienne le prouve : l'énergie solaire est utilisable partout, avec des rendements variables toutefois. La France est plutôt mieux lotie que nombre de ses voisins, A Carcassonne, à Marseille, mais aussi à Lille, Paris, Le Havre... des installations fonctionnent. Des maisons, un cinéma, des bureaux, une crèche, une gendarmerie, une caserne de pompiers, une école, des piscines. Ici il s'agit de chauffer des locaux ou des serres ; là de produire de l'eau chaude. La houille d'or commence à briller de ses →

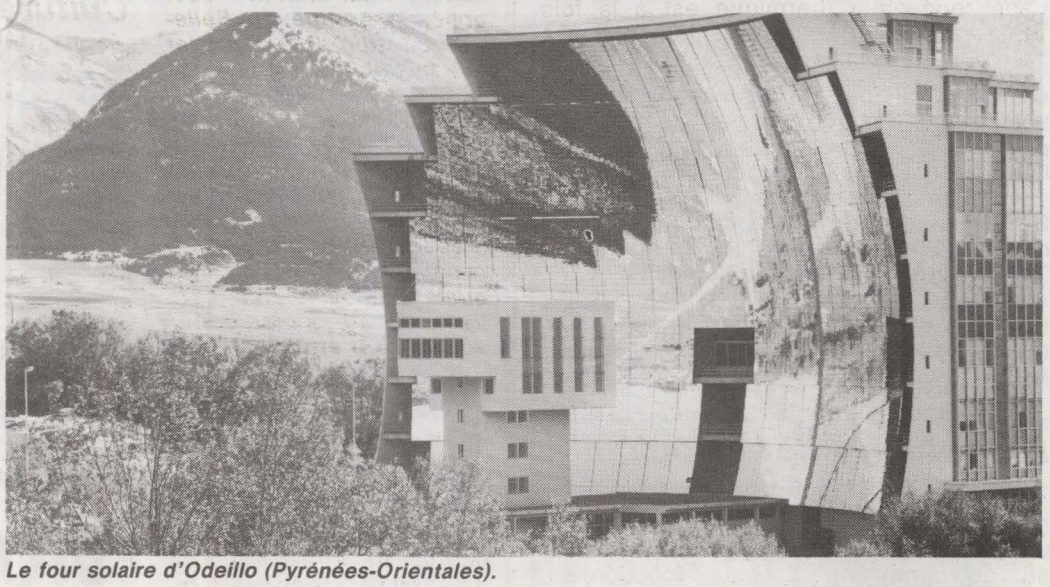




Une des premières machines solaires, celle de Lavoisier en 1746.



En 1882, Abel Pifre expérimente un four solaire.



Le four solaire d'Odeillo (Pyrénées-Orientales).

feux. Preuve qu'elle n'est pas l'énergie de demain ou d'après-demain. Dès aujourd'hui, elle pourrait nous permettre d'économiser 25 % de notre consommation nationale, uniquement dans son application la plus simple : le chauffage.

Le plus au point, le plus rentable : le chauffe-eau solaire. Pour une famille de six personnes, dans une région honnêtement ensoleillée, il suffira de quatre à six mètres carrés de capteurs, d'un cumulus de 300 litres, d'une pompe qui fait tourner l'eau et s'arrête lorsqu'il n'y a pas de soleil et d'un appoint pour l'hiver. Les prix peuvent varier considérablement d'un fabricant à l'autre — ils sont une cinquantaine en France, plus ou moins sérieux. Environ 600 F pour un mètre carré de capteur et 3 000 F pour le ballon d'eau chaude : c'est une moyenne. Soit un surcoût, par rapport au cumulus électrique classique, de 2 500 à 3 000 F. Sur l'année, le propriétaire de cette installation peut espérer une économie d'énergie de 70 à 80 %. Soit, toujours pour la même famille, environ 800 F par an. L'Etat lui accordant une aide de 1 000 F, il aura rentabilisé son investissement au bout de deux ou quatre ans.

Obstacle financier

Pour installer l'ensemble, c'est encore le chauffagiste le mieux placé — les vendeurs de chauffe-eau solaires ont parfois des installateurs fantaisistes. Un bon bricoleur peut aussi fabriquer et poser lui-même son chauffe-eau. Avantage : pour un coût raisonnable, il pourra bénéficier du meilleur matériel. Inconvénient : il n'aura pas droit à l'aide de l'Etat. Pour le conseiller, quelques professeurs de l'Ecole supérieure des ingénieurs de Marseille ont écrit un livre, une petite bible : « Le chauffe-eau solaire » (1).

Encore quelques surprises attendent ceux qui auront choisi la solution solaire. Ils devront apprendre à se servir de l'engin, qui n'a pas la souplesse d'un cumulus électrique. Avec, en échange, la satisfaction de couper l'électricité de mai à septembre.

L'obstacle le plus sérieux à l'extension de l'énergie solaire est toujours d'ordre financier. En particulier pour le chauffage des maisons. La rentabilité de l'investissement n'est pas ici encore prouvée. Surtout en raison de l'inconnue qui pèse sur la durabilité des installations.

Près de Toulon, l'Office public d'aménagement et de construction (Opac) des Bouches-du-Rhône vient de lancer une opération de chauffage solaire pour un immeuble H.l.m. de 16 logements. De jolis petits ensembles, dans une pinède : les Roussets. L'objectif est de faire des économies d'énergie pour réduire les charges locatives. L'originalité de l'expérience : intégrer les installations solaires à un projet traditionnel pour les adapter ensuite, peut-être, à des constructions existantes.

Deux séries de capteurs, sur le toit et la façade sud, fonctionnent depuis la fin de 1977. L'immeuble a aussi un réservoir de 15m3 et un circuit qui chauffe le sol des appartements à 14-15°. Des convecteurs électriques assurent les quelques degrés supplémentaires. Deux immeubles sont équipés de cette installation, dont un a été surchargé de matériel d'expérimentation. Au total, le surcoût de l'opération est évalué à 40 000 F par logement, dont 10 000 F sont consacrés à l'aspect expérimental. Pour 50 %, c'est le conseil régional qui paye la différence et l'Etat, par une subvention et un prêt à très long terme et faible taux d'intérêt, pour 45 %.

« C'est une expérience. » A Marseille, pas question de s'emballer trop vite sur cette solution qui fait rêver les écologis-

tes. « Nous devons calculer l'amortissement de ces installations sur 25 ans. Ce qui n'est pas prudent » explique-t-on à l'Opac « Et, en fait, toute la rentabilité dépend des tarifs d'E.d.f. C'est l'absurdité du système. Pourtant, nous espérons pouvoir économiser environ 50 % d'énergie... »

Le chauffage de l'eau — sanitaire ou habitat — à basse température représente aujourd'hui plus du tiers de nos besoins en énergie *(Voir notre tableau p. 24)*.
En fonction des règles de compétitivité à très court terme, la France continue à délaisser les possibilités solaires. Piètre calcul qui ne considère pas l'économie de devises que le développement du chauffage solaire permettrait de réaliser. Israël compte aujourd'hui 200 000 chauffe-eau solaires, le Japon deux millions. En 1980, la Californie aura 170 000 maisons solaires, d'après une estimation de la California Energy Commission. Et nous ?

Il faut reconnaître que les obstacles techniques n'ont pas tous été levés aujourd'hui. La maison solaire offrant un confort parfait, abordable pour le plus grand nombre, n'est pas encore tout à fait au point. Contrairement aux espoirs formulés par quelques « fanas », l'installation solaire n'est pas si simple. La technique la plus rustique, celle des capteurs-plans, présente un inconvénient majeur : son rendement thermique est à la fois très variable et insuffisant. Elle oblige à coupler l'installation avec un chauffage traditionnel. Et peu d'améliorations sont envisageables : en cherchant à obtenir une température plus élevée de l'eau qui circule dans les capteurs, on fait en réalité baisser le rendement.

La révolution des photopiles

L'avenir est ailleurs. L'architecture des bâtiments va probablement faire des progrès dans le sens d'une meilleure isolation et d'une meilleure adaptation au climat. D'autres capteurs, à concentration c'est-à-dire en forme d'auge parabolique, vont permettre de porter la température de l'eau à 80-100°, ce qui facilitera les problèmes de stockage et de couplage avec d'autres installations. Mais les plus grands progrès à attendre, dans les cinq années qui viennent, porteront sur les miroirs « suiveurs », qui tourneront avec le soleil. C'est le principe de la centrale Thek qu'E.d.f. va construire en collaboration avec le C.n.r.s. Pour l'instant, le coût de ces capteurs reste prohibitif. Mais pas pour longtemps. Alors que les capteurs-plans ont peu de chance de voir baisser leurs coûts de plus de 2 %.

Et puis, il y a les photopiles... Qui nous promettent une révolution aussi radicale et profonde que les transistors, il y a →

LE SCENARIO DES VISIONNAIRES DE BELLEVUE

Le solaire, oui. Mais pour quoi faire ? C'est sur ce thème qu'un petit groupe de chercheurs présente le projet « Alter ». Ou comment la France pourrait vivre, en 2050, sans pétrole ni nucléaire, avec des énergies renouvelables, exclusivement. Pas une prévision ni une utopie. Mais un scénario rigoureux. Ces scientifiques — ils se sont baptisés « groupe de Bellevue » — travaillent au C.n.r.s., à E.d.f., à l'Institut de la recherche agronomique (Inra). Leur proposition tend simplement à démontrer qu'un avenir solaire est possible. A condition de le préparer dès aujourd'hui.

« Ce n'est pas la peine de se lancer dans le solaire si nous restons dans une perspective de consommation galopante. Mieux vaudrait alors concentrer notre effort sur le nucléaire ou chercher de l'énergie sur Mars... » Ceci posé, le groupe de Bellevue considère que limiter nos besoins ne signifie pas sacrifier notre confort. L'originalité de leur démarche, qui va à l'encontre des méthodes utilisées en politique énergétique, est justement d'évaluer avec précision les besoins à satisfaire en fonction desquels les possibilités d'utilisation du « gisement » solaire sont étudiées.

A chaque besoin, à chaque usage, correspond la forme d'énergie la moins coûteuse pour la collectivité. Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. Par exemple, le secteur résidentiel et tertiaire utilise de la chaleur à basse température mais satisfait ce besoin avec des combustibles qui fournissent des calories haute température ou, même, de l'électricité. Bref, on utilise toujours l'énergie la plus noble pour ses usages les plus dégradés. Une absurdité.

En refusant la fatalité d'une pression de la demande exponentielle, le groupe de Bellevue se donne quelques hypothèses de base. Le cadre de son étude : en 2050, plus de réserve fossile et pas d'invention spectaculaire dans le domaine énergétique. La France compte alors 60 millions d'habitants et consomme presque autant d'énergie qu'aujourd'hui. Les besoins ont évolué : 100 m² de logement par ménage au lieu de 70 en 1975, le double de locaux socio-culturels, plus de voiture mais qui roulent moins et une priorité effective des transports en commun. Le projet Alter considère que les besoins d'équipement et de consommation des Français sont respectivement 1,5 et 1,3 fois supérieurs aux besoins actuellement satisfaits mais que le pays produit des équipements plus durables, en économisant 15 % d'énergie.

Cultures énergétiques

Le groupe de Bellevue distingue quatre sortes de besoins. A la chaleur basse température correspondrait, pour 80 %, le chauffage solaire direct. Dans les villages et les petits ensembles, des petites centrales solaires pourraient assurer tous les besoins, le stockage étant alors plus facile. Pour les villes et les grands ensembles, l'héliogéothermie serait possible et l'eau à 200° réinjectée en été dans des couches géologiques pour être récupérée en hiver.

Pour les usages industriels, ce procédé pourrait également être utilisé. La force motrice, fixe ou mobile, peut être alimentée grâce à la biomasse. Les origines de cette biomasse sont extrêmement variées : ordures ménagères, déchets, paille, branchages et sciures des scieries, plantes fourragères à haut rendement. Transformables en combustibles solides, liquides ou gazeux.

Le paysage se trouverait profondément transformé par ces choix. Le groupe de Bellevue envisage la création de petits complexes agro-industriels, sortes de coopératives. Les montagnes seraient spécialisées dans l'élevage et les Français devraient manger moins de viande. L'occupation des sols serait également affectée : le tiers de la forêt française exploité rationnellement et 2,5 millions d'hectares de terres agricoles consacrés à des cultures énergétiques (sur un total de 35 millions d'hectares). Les centrales solaires, d'autre part, occuperaient 300 000 hectares, à comparer aux 120 000 noyés actuellement par les barrages.

Enfin, restent les usages proprement électriques, satisfaits pour 53 % par des centrales solaires, pour 40 % par l'énergie hydraulique et enfin, pour 7 %, par les éoliennes.

Ces pourcentages, le projet Alter les donne sous toute réserve, simplement pour démontrer que cet avenir n'est pas utopique ; contrairement à ce que les chantres officiels du nucléaire voudraient nous faire croire. Intéressant par sa méthodologie même, Alter prouve qu'une alternative existe. Encore faudrait-il laisser l'option ouverte pour le prochain siècle. Il faut compter plus d'un demi-siècle avant d'espérer pouvoir mettre en place une telle structure de consommation et de production. En somme, il faudrait s'y mettre tout de suite. C'est à ce prix que l'objectif d'un nouvel équilibre décrit par le groupe de Bellevue aurait quelque chance de voir le jour. L'urgente nécessité nous en presse. Mais nous n'en prenons pas le chemin.

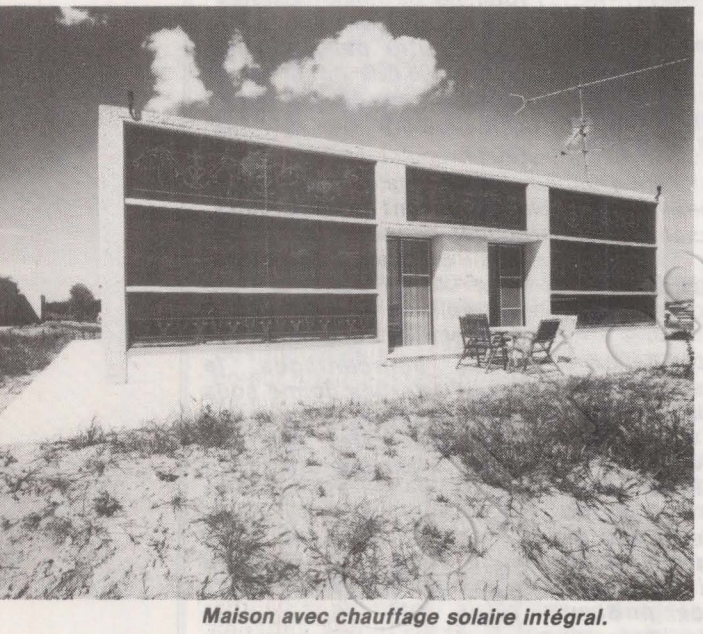
F. DE G.



Habitations solaires au Havre.



Voiture solaire expérimentée à l'université de Tel Aviv.



Maison avec chauffage solaire intégral.



Centre régional de Perpignan.

Utilisation finale de l'énergie en France en 1975

Forme d'énergie	Millions de tonnes équivalent pétrole	%
Chaleur basse température (habitat-tertiaire)	46,5	32 %
Chaleur moyenne et haute température (procédés industriels)	36,1	25 %
Total chaleur	82,6	57 %
Force motrice fixe (machines)	11,2	8 %
Force motrice mobile (Autos. Camions. Trains. Avions. Tracteurs...)	34	23 %
Electricité spécifique (Eclairage. Electroménager Electronique. Télécom...)	17,6	12 %
Total	145,4	100 %

presque trente ans. Faites de semi-conducteurs, elles sont capables de transformer en électricité un peu moins de la moitié du rayonnement solaire. En 1958, le watt qu'elles produisaient coûtait 5 000F. En 1977, le prix usine est, aux Etats-Unis, de 50 F le watt. Dès 1982-1983, il pourrait atteindre 2 F 50. Et même moins, compte tenu des découvertes extraordinaires que nous préparent les laboratoires de recherche.

Une fois levés les doutes techniques, reste l'obstacle majeur : les résistances politiques et institutionnelles à un développement rapide de l'énergie solaire. Le gouvernement français est clair : il table sur 1 % de nos besoins couverts par l'énergie solaire en 1985 et 3 % en 1990. D'abord parce que la percée de la houille d'or est incompatible avec le tout-nucléaire choisi par E.d.f. L'énergie solaire est en effet, dans un premier temps, concevable seulement comme appoint, complémentaire des centrales électriques qui peuvent s'arrêter rapidement, lorsque l'ensoleillement permet une production photo-électrique suffisante. Modulations dont les centrales nucléaires ne sont pas capables.

Pour le chauffage, le soleil entre directement en compétition avec l'électricité nucléaire pour qui E.d.f. a prévu qu'elle serait le principal débouché. Ce qui suffit à expliquer pourquoi le gouvernement français semble vouloir réserver l'énergie solaire à l'exportation. C'est le but avoué du Commissariat à l'énergie solaire de coordonner les recherches pour vendre notre technologie à l'étranger.

Dans le privé, les candidats se bousculent. Le marché des pompes solaires, par exemple, fait actuellement l'objet d'une lutte féroce entre les deux plus gros fabricants français, la Sofretes et Leroy-

LE SOLEIL FRANÇAIS SOUS LE PARAPLUIE INDUSTRIEL AMERICAIN



L'énergie solaire représentera un énorme marché à la fin du siècle. Les firmes américaines le domineront

Sans changement radical du mode de consommation, la France consommera deux fois plus d'énergie en l'an 2000. Sur le plan mondial, aux alentours des années 2150 les « scénarios » raisonnables prévoient une diminution de la consommation (par tête d'habitant) aux Etats-Unis, un strict maintien en Europe et une augmentation dans les pays du tiers monde. La consommation mondiale sera alors près de dix fois ce qu'elle est aujourd'hui, compte tenu d'un triplement probable de la population.

Où trouver cette énergie ? Réserves de pétrole et d'uranium sans doute épuisées ; charbon en perte de vitesse ; restent quatre possibilités : les surrégénérateurs, la fusion, la géothermie et l'énergie solaire. La première est polluante et dangereuse, la faisabilité de la seconde reste à démontrer, la troisième est limitée. L'énergie solaire est donc la plus prometteuse, d'autant que la plupart des pays sous-développés en sont bien pourvus.

Préparer l'avenir de l'énergie solaire supposerait un très gros effort de recherche et de développement, à la manière de ce qui a été réalisé, après la guerre, pour l'énergie nucléaire. Or, il n'en est rien. Certes, pendant la période électorale, beaucoup de bruit a été fait autour de la recherche solaire, dans le but évident d'attirer à la majorité quelques suffrages écologistes. Le clou de cette campagne publicitaire : la création du Commissariat à l'énergie solaire qui ne s'apparente en rien, au niveau des budgets, à son homologue atomique.

L'effort public, qui est passé de 10 à 83 millions de francs en trois ans, atteindra, nous annonce-t-on, 110 millions de francs cette année. Donc, une amorce de démarrage et déjà on plafonne, ou presque. Le coût de la recherche augmentant plus vite que la moyenne des prix, de 1977 à 1978 on aura fait à peine mieux que compenser l'inflation. L'effort dont on parait se satisfaire représentera, cette année, cinq fois moins que le poids annuel du programme Concorde sur la collectivité nationale depuis quinze ans. Les cinq réacteurs nucléaires qu'E.d.f. commandera en 1978 à Framatome coûteront au moins cent fois plus cher.

Cette « affaire qui va devenir importante », selon l'expression du président de la République, continue à ne concerner que 250 chercheurs et ingénieurs en France. Quel est leur poids face aux 300 000 chercheurs travaillant sur le nucléaire et aux 80 000 chercheurs travaillant sur le pétrole dans le monde ?

« Au mieux, l'énergie solaire couvrira 5 % des besoins énergétiques de la France à la fin du siècle » a déclaré en janvier le secrétaire d'Etat à la Recherche. Une chose est certaine : avec une telle politique, tout dépassement est exclu.

Toute autre est l'attitude du gouvernement américain. Deux milliards de francs seront consentis, cette année, par l'administration Carter pour la recherche solaire, en augmentation de 50 % par rapport à l'année précédente. Avec de tels moyens, l'Erda (Energy Research and Development Administration) peut poursuivre des objectifs ambitieux, en particulier dans le domaine des photopiles (conversion directe du rayonnement solaire en courant électrique).

Actuellement, des générateurs utilisant des photopiles au silicium monocristallin peuvent être installés à des prix avoisinant 30 dollars le watt-crête (quand le soleil brille). L'Erda pense ramener ce prix à 2 dollars (dollars 1975) le watt-crête en 1980, pour arriver à 0,5 dollar le watt-crête en 1986. Le but final étant d'atteindre, vers l'an 2000, 0,1 dollar le watt-crête pour une production annuelle de 50 000 MW-crête (ce qui correspond à la production d'électricité française actuelle). Cela ramènera le kilowatt-heure solaire aux environs de 20 centimes d'aujourd'hui, soit à peine plus que les prix actuels (nucléaire ou énergies fossiles) qui sont en constante augmentation.

La politique suivie par l'Erda s'inscrit, bien entendu, dans la logique capitaliste américaine. Une bonne part de l'argent public est utilisée à écouler la production des photopiles. Le marché ainsi garanti, les firmes privées peuvent investir sans crainte, en particulier dans les technologies nouvelles, comme celle du silicium amorphe. On y retrouve les noms des géants I.b.m., Xerox, R.c.a.... Ils s'apprêtent à dominer l'immense marché de la fin du siècle.

Face à ce défi, quelle va être la politique gouvernementale dans les années à venir ? La nomination d'André Giraud, ancien administrateur du C.e.a., au ministère de l'Industrie ne laisse planer aucun doute : priorité absolue à l'énergie nucléaire et aux surrégénérateurs. Une politique dynamique dans le domaine de l'énergie solaire supposerait l'existence de puissants relais industriels, outils indispensables d'une volonté politique claire. Les nationalisations de la C.g.e. et de Thomson-C.s.f., prévues par le programme commun, allaient dans cette voie. Au contraire, le nouveau secrétaire d'Etat à la Recherche, Pierre Aigrain et le commissaire à l'Energie solaire, Henry Durand, se contenteront vraisemblablement de gérer au mieux les intérêts des firmes privées installées sur notre sol, sous le parapluie industriel américain. Leurs passés respectifs, l'un comme directeur technique général de la Thomson, l'autre comme directeur du Laboratoire d'électronique physique de Philips, plaident dans ce sens.

BERNARD DREVILLON
Chercheur sur les photopiles au C.n.r.s. et à Polytechnique

→

Somer. Sans parler de la concurrence américaine, qui se fait vive.

On l'aura compris, l'énergie solaire touche à de gros intérêts. Le fric et le savoir se disputent la prééminence pour contrôler le développement de cette énergie de l'avenir. Ainsi, le conseil régional de Provence-Côte d'Azur, dans sa volonté de développer les énergies douces, se heurte aux techniciens et aux entreprises lorsqu'il souhaite s'assurer que l'opération ira dans le sens souhaité, vers plus de démocratie au service de ceux qui en ont le plus besoin.

En même temps, les énergies douces se heurtent au désintérêt des « décideurs », eux qui se passionnent pour des projets nucléaires gigantesques. On imagine mal l'autorité venant inaugurer en grande pompe une piscine solaire, une serre, une éolienne de 30 kW !

Contrairement aux énergies que l'homme a utilisé jusqu'à présent, la houille d'or, comme toutes les énergies renouvelables, se caractérise par sa déconcentration ; pas de gros centre producteur, pas de grand réseau distributeur. Elle est d'autant plus difficile à maîtriser par le pouvoir politique et la technocratie. Qui refusent de s'intéresser à ce que ces techniques foncièrement décentralisées et utilisatrices de main-d'œuvre offrent de possibilités pour la rénovation rurale, l'aménagement du territoire et la revalorisation du travail manuel.

Notre moulin à vent

Le jour viendra, pourtant, où l'énergie solaire pourra se plier aux nécessités grandioses, devenir une technologie lourde : un projet américain de satellite stationnaire qui produirait 10 000 MW, des étendues immenses de photopiles dans les déserts africains etc. Alors, il faut faire vite pour contrer cette évolution que, déjà, certains présentent comme inéluctable, faire vite pour que la technique devienne accessible au plus grand nombre possible d'autodidactes.

Marc Bloch raconte qu'au XVIIe siècle les seigneurs détruisirent des milliers de moulins à vent pour les remplacer par des moulins à eau : l'énergie du vent était accessible à tous, les paysans pouvaient moudre leur grain eux-mêmes, sans contrôle... « Pour dominer les hommes, il faut contrôler leur accès à l'énergie », écrit Michel Bosquet dans le récent numéro spécial de « Que Choisir ? » (« Au soleil de l'An 2000 »). « Il faut les empêcher d'en produire et les obliger à en acheter. » Le solaire, c'est un peu notre moulin à vent !

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

(1) « Le chauffe-eau solaire ». Edisud. La Calade. 13100 Aix-en-Provence.

UN MEURTRE PAS COMME LES AUTRES

Un clochard assassiné par des enfants, c'est un crime qui dépasse en horreur tout autre fait divers. « Ils ont vu un homme pas comme les autres, alors... »

De notre envoyée spéciale

« ENCORE un journaliste ! Pour un clochard j'aurais pas cru qu'on en aurait autant parlé » se plaint un jeune garçon qui joue dans la cité des Plates du quartier des Vauviers. à Auxerre. Le clochard c'était Raymond Saumur, 53 ans, mort par jet de pierres — une seule pierre aurait provoqué la mort selon le rapport d'autopsie, non encore rendu public — que lui avaient lancé, dans l'après-midi du lundi de Pâques, quatre garçons de la cité, âgés de douze et treize ans. Trois petites filles âgées de neuf à onze ans assistaient à cette exécution.

Raymond Saumur était bien connu dans le quartier. Depuis une dizaine d'années, il avait élu domicile dans d'anciens fours à chaux en bordure de la route nationale que surplombe à plus de dix mètres un petit bois attenant à la cité des Plates. Il avait aménagé la seconde galerie du four. Un matelas jeté par terre en guise de lit. Un morceau de tôle servait de porte les jours de grand froid. Les gens du quartier le connaissaient tous qui le voyaient passer avec son habituel manteau trop long, jeté sur les épaules. Pour quelques pièces, il rendait service aux voisins. Et le dimanche, il mendiait à la porte des églises d'Auxerre. De l'avis unanime il ne faisait jamais de mal à personne.

Les enfants de la cité le connaissaient aussi. Ils l'avaient surnommé Pousse-Pousse. Certains l'avaient déjà chahuté. Ils se moquaient de lui. Quelques-uns étaient déjà allés le voir dans son antre. Peu de jours avant le drame ils lui avaient demandé une caisse pour construire une cabane. Il la leur avait donnée.

Le 28 mars au matin, Pousse-Pousse est retrouvé mort avec une importante





plaie au cuir chevelu et divers hématomes à la tête devant les fours à chaux. Dans la journée même, les gendarmes ont trouvé les coupables qui, s'ils n'avaient rien dit à leurs parents, s'étaient vantés auprès des enfants de leur âge. La veille, du petit bois, ils avaient jeté des cailloux sur le clochard et un caillou plus gros que les autres avait fait mouche. Les enfants étaient rentrés chez eux convaincus qu'ils avaient tué Raymond Saumur. L'un d'eux assure maintenant qu'il aurait bien voulu parler à sa mère mais qu'il y avait des amis à la maison.

Rien que de très banal

Une heure après cependant, les garçons descendent jusqu'au four à chaux. Pousse-Pousse est bien mort, concluent-ils. l'autopsie démontrera qu'il était encore vivant. Raymond Saumur aurait pu être sauvé, à ce moment-là.

Un crime commis par des enfants dépasse en horreur dans notre conscience tout autre fait divers. On ne comprend pas. A Auxerre non plus on n'a pas compris mais on s'est vite rassuré : le quartier des Vauviers, c'est d'abord de l'autre côté du pont, c'est le quartier poubelle, celui dont viennent tous les maux. « Dans toutes les villes de province, il y a un quartier repoussoir, explique l'abbé Jean-Marie Rigolet qui habite le quartier et y enseigne le catéchisme depuis dix ans. Il faut toujours trouver un bouc émissaire, c'est trop facile. Vous verrez que dans cette affaire tous les schémas tombent : cette cité d'H.l.m. n'est pas pire que bien d'autres au plan de l'environnement. Loin de là. Quant aux gosses ce sont des gosses normaux. Les parents, qui sont aujourd'hui complètement traumatisés, sont des gens sympathiques. »

La cité des Plates a été construite il y a quatre ans. Une dizaine de petits bâtiments de cinq étages la composent. On est en train d'y aménager des jardins et des aires de jeux. 300 à 400 habitants y vivent. « Des gens à qui on a rien à reprocher, des ouvriers, des gens honnêtes, dit une mère de famille du quartier. »

Une autre déclare : « Il ne faut pas croire ce qu'a dit la presse, les garçons ne sont pas des voyous. Le malheur est arrivé là, c'est tout. A cinq minutes près, si je n'avais pas appelé mon fils pour prendre son bain, il aurait peut-être été avec les autres. Et le malheur serait peut-être arrivé chez nous. »

Un retraité qui vit dans un petit pavillon à une centaine de mètres de la cité confirme que les enfants ne sont pas des « vauriens », un pétard de temps en temps dans la boîte aux lettres, mais que voulez-vous ce sont des gosses !

D'autres font remarquer que les enfants de ces familles modestes, où les deux parents travaillent la plupart du temps, ne sont guère surveillés, qu'ils n'ont pas de local à eux, ni de terrain de foot. « Comme dans toutes ces cités, dit un ouvrier, qui travaille à l'aménagement des aires de jeux, ils ont d'abord fait venir les gens et c'est seulement des années après qu'ils font les aménagements nécessaires ». Rien que de très banal, malheureusement. Et à quelques centaines de mètres de là, à la cité des Images, l'environnement est sinistre, les bâtiments lépreux. Non loin, les grands immeubles cages à poules des Vauvriers font dire à un habitant du quartier que par comparaison « Les Plates, c'est Auxerre-sur-Mer ».

La faute à qui ?

Alors on peut s'interroger. Pas la faute à un environnement sinistre, pas la faute à un milieu familial déficient, pas la faute de la misère, pas la faute à la société donc ?

Trois semaines après le drame, les garçons qui ont lancé les pierres, tout comme leurs autres petits camarades de la cité ne se rendent pas compte de la gravité de ce qu'ils ont fait. Interrogés par les policiers, par les magistrats, interviewés par les journalistes, ils se comportent en petites vedettes. Leur acte, leur jeu les a tout d'un coup fait entrer dans le monde des adultes, leur a donné une importance, un poids dont ils sont fiers. Une manière peut-être aussi de réagir contre les autres parents qui ne veulent plus que leurs enfants jouent avec eux. L'un d'eux se vante auprès de ses petits camarades : « On va nous mettre en maison de correction et puis on nous mettra en prison ». Il n'en est rien, bien sûr, puisqu'un non-lieu va être prononcé : ils sont tous mineurs de moins de treize ans.

Quand on insiste sur le fait que Pousse-Pousse est mort : « On ne l'a pas fait exprès, on voulait s'amuser ». Un fâcheux concours de circonstances, c'est bien ce à quoi semblent conclure, avec les parents, magistrats, policiers et éducateurs. Qui n'a pas jeté de pierres dans son enfance ?

Et pourtant parce que des enfants ont joué, un homme est mort. « Pour eux, un clochard c'est moins qu'un animal, parce qu'un animal, ils l'auraient pas tué, dit une mère de famille de la cité qui connaît bien les quatre garçons qui « ont fait le coup ». Quand notre chien était malade, ils étaient tous en train de s'apitoyer sur lui ». La mère d'une des fillettes qui ont été témoins confirme : « A vous, ils ne vous auraient pas jeté de pierres, mais ils ont vu cet homme qui n'était pas comme les autres, alors... »

En somme des enfants « normaux » dans une société qui n'admet pas la différence.

EMMANUELE PLAS

LA PASSION SELON TRUFFAUT

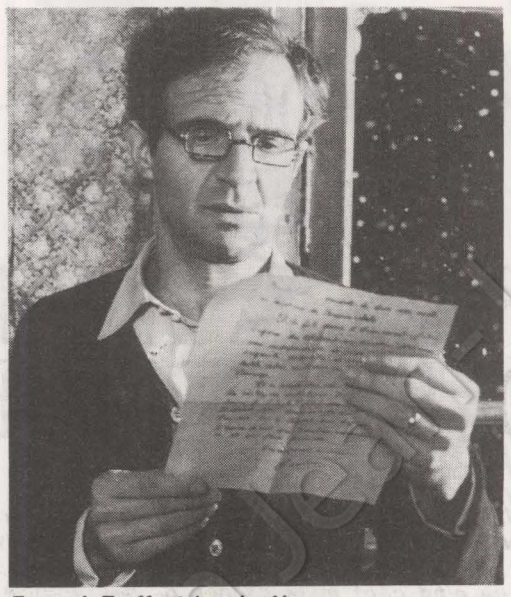
Le masque du héros de « La chambre verte » tombe et révèle le visage de Truffaut. C'est bien encore une fois de passion qu'il s'agit là.

LA mort — sa propre mort ou la mort des autres, à travers laquelle on vit toujours un peu la sienne — c'est devenu un sujet à la mode depuis quelques années. Courant profond lié aux angoisses contemporaines, ou exemple de propagation circulaire d'un thème dans le milieu clos des intellectuels ? Il faut dire que voilà un sujet fort tentant, qui se prête si bien aux épanchements esthétiques et, surtout, aux projections idéologiques. On pouvait donc tout craindre à l'idée que François Truffaut, pour son nouveau film « La chambre verte » (1), se mêlait aux cohortes des thanatologues inspirés. Il est vrai qu'au cinéma ce vieux sujet est un sujet neuf, dans la mesure où — hormis la production germano-scandinave et le cinéma fantastique — la mort n'y est le plus souvent que le moyen commode de dénouer l'intrigue pour permettre au mot « fin » d'apparaître sur la blancheur de suaire des écrans.

Qu'il y ait quelque chose de « commode » à accepter la mort comme le font les civilisations contemporaines, c'est justement ce qui met en fureur Julien Davenne, le protagoniste de « La chambre verte ». Cela dès les premières minutes de cette histoire où Davenne rejette à la fois la résignation commune à ce qui n'est qu'un accident biologique et les vagues promesses de résurrection prodiguées par le prêtre. Pour lui, la mort est scandale et il sait d'autant mieux ce dont il parle qu'il a vécu quelques mois plus tôt la grande boucherie de 14-18, évoquée en fond de générique. Il refuse donc ce scandale en niant la mort de la femme qu'il aime : un être reste vivant tant que quelqu'un continue à penser à lui, à l'aimer et à « vivre pour lui ».

L'attitude de Julien apparaît d'abord comme le refus d'un rite de société considéré comme vain : celui qui, éventuellement, après avoir « facilité les choses » au mourant, organise la régulation sociale des émotions de l'entourage. L'historien Philippe Ariès a bien vu comment, en Occident, le mourant est désormais « dépossédé » de sa mort et celle-ci dissimulée, anonyme si on la compare aux « belles pompes funèbres de nos vingt ans » que chantait Brassens. Comment aussi a fini par se défaire, jusque dans la séparation géographique des cimetières — distincts des agglomérations et de plus en plus distants d'elles — l'antique solidarité des vivants et des morts.

C'est cette solidarité que veut reconstruire Julien. Non grâce aux promesses des religions ou aux croyances du spiritisme ni grâce à l'expédient romantique de son propre suicide, comme dans « Les trois lumières » de Fritz Lang. Mais grâce à cet amour très humain par quoi Anna, le personnage essentiel du film-référence sur la mort — « Cris et chuchotements » de Bergman — retardait, pour Agnès l'agonisante, l'entrée dans l'horreur absolue du néant (voir le n° 78 de « l'Unité »). Le protagoniste de « La chambre verte », lui, va au-delà encore : il maintient en vie la flamme de la disparue, puis celle de tous « ses » morts dans une chapelle aussi hérissée de cierges que la crypte des « Trois lumières ».



François Truffaut dans le rôle de Julien Davenne

Voilà donc l'idéalisme se glissant dans l'œuvre de Truffaut à l'occasion d'une histoire qui ne prend pas non plus en compte les différences d'ordre socio-économique qui caractérisent les diverses attitudes face à la mort et face au culte des morts dont Julien donne une version singulière. Hormis la fascination des poètes, la « beauté » de la mort n'est guère célébrée que par ceux aux yeux de qui elle a l'avantage de figer le passé. Reste à dire si, à ce titre, le dernier film de Truffaut est le plus conservateur d'une œuvre qui, même largement tournée vers le passé, ne pouvait pour autant être qualifiée de réactionnaire. Ce serait oublier que l'aventure de Julien est d'abord une transgression sociale. Et aussi la recherche d'un absolu, à travers une double histoire d'amour fou : l'une envers la disparue, au point d'en oublier de vivre ; l'autre envers une jeune fille pleine d'affinités avec lui, mais dont il se refuse, par répulsion à trahir la morte, à reconnaître qu'il l'aime.

C'est bien de passion qu'il s'agit là. Alors apparaissent les limites de « La chambre verte ». Un remarquable livre de Jean Collet sur Truffaut (2) rapporte ce propos significatif du réalisateur : « J'aime le cinéma parce qu'il cache autant qu'il montre ». Et il est vrai que cet art, fondé sur l'ellipse visuelle, gagne volontiers au non-dit, à la retenue. Mais trop, c'est trop, s'agissant d'un pareil sujet.

On connaît bien sûr, les thèses plus ou moins implicites du cinéma de Truffaut : le septième art est une langue d'images, une autre écriture. Il serait très injuste de dire que les films de l'auteur de « La chambre verte » sont littéraires, mais l'approche des sujets de nombre de ses films se fait à travers des procédés qui le sont. Collet remarque, par exemple, que « Les deux Anglaises et le continent » n'est pas « une nième histoire d'amour, mais comment raconter au cinéma un roman d'amour ». De même pour l'écrivain de « L'homme qui aimait les femmes », de même pour le rôle de l'écriture dans « L'argent de poche », « Adèle H », « le film à faire » de « La nuit américaine », la voix « off » de « Jules et Jim », etc. Une sorte de pudeur — accentuée dans « La chambre verte » par la sécheresse de son interprétation — semble pousser Truffaut à établir une « distance » — de lui, de nous — par rapport à son film.

Cette distance nuit considérablement au traitement de sujets où, comme ici, la passion domine. Or, il semble que Truffaut ait justement pour eux une prédilection qui l'a conduit à des résultats aussi discutables que « L'histoire d'Adèle H » (3), « Les deux Anglaises » ou « La sirène du Mississipi »...

Un seul bref passage du film ouvre une brèche sur ce qu'aurait pu être « La chambre verte » : dans la chapelle, on s'aperçoit tout à coup que les photos mortuaires servant au « culte » ne sont pas seulement celles qu'y a mises Julien Davenne. On reconnaît soudain sur les murs, mêlés aux autres, les portraits du musicien Maurice Jaubert, du poète Jean Cocteau, bref de tous les morts que chérit Truffaut. Le masque de Julien tombe et révèle le visage de Truffaut.

Moment fulgurant, formidablement impudique, mais unique. Et qui fait regretter davantage tout ce qui peut manquer ailleurs de fureur, de joie, de révolte, d'excès, de démesure, de flammes plus hautes que celles des cierges de la chapelle. Bref : de passion.

SERGE RICHARD

---

(1) « La chambre verte », interprétée par François Truffaut et Nathalie Baye.

(2) Jean Collet « Le cinéma de François Truffaut » (Editions Lherminier, collection Cinéma permanent).

(3) Qu'Antenne 2 diffusera jeudi prochain (20 h 30).

les entretiens de «l'unité»

ROBERT DOISNEAU : "COMME LE FEU, LA PHOTOGRAPHIE PEUT RECHAUFFER OU DETRUIRE"

En plus de ses expositions, en plus de ses reportages, Robert Doisneau nous a déjà donné quelques livres superbes (1). Mais il y en aurait des dizaines d'autres à faire avec les quelque cinq cent mille clichés de ses archives : sur les amoureux, sur des objets hétéroclites, sur les écrivains de ce temps, sur les Halles de Paris, sur les petits métiers d'hier, sur les professions d'aujourd'hui, sur la pluie et le beau temps, sur des visages inoubliables... Impossible de perdre la mémoire avec cet homme ! Depuis bientôt quarante ans il engrange des images de tous les jours. Il est témoin de son temps à sa manière : souriant et espiègle, complice et chaleureux. Souvent sur ses photos on retrouve la petite lueur affectueuse qui brille dans son œil. D'une technique — la photographie — il a su faire un langage poétique. D'un métier il a su faire une promenade qu'il nous invite à partager. On ne s'ennuie jamais avec Doisneau. On fait toujours des rencontres, qui toujours sont drôles ou émouvantes. Indifférents, s'abstenir ! « C'est un artisan de son pays », a dit de lui Blaise Cendrars. Les cathédrales qu'ils nous laissera sont modestes mais précieuses. Il manquera toujours quelque chose à ceux qui n'auront pas flâné avec lui. Robert Doisneau : ce « petit prince » des photographes, qui nous aura appris à « regarder autrement »...

J.-P. L.

L'UNITE : Comment avez-vous appris votre métier ? Dans quelles circonstances avez-vous fait vos premières photographies ?

ROBERT DOISNEAU : De quatorze à dix-huit ans, j'ai fréquenté l'école Estienne pour y apprendre la gravure. On m'y a inculqué une vision microscopique des choses. Pour graver dans la pierre des blasons minuscules, je travaillais toute la journée avec une loupe, avec un compte-fils. Cet apprentissage, pour ne pas dire ce dressage, a influencé mes premières photos. Elles datent de 1930 et n'ont saisi que des détails d'objets. La toute première reproduisait des feuilles de lierre sur un vieux bec de gaz. Ensuite, j'ai photographié des pavé. Puis, est venu le temps d'une sorte de géologie de la terre de banlieue où je traquais les ressorts de sommier, les fils de fer barbelés et les boîtes de conserve. Je sortais de l'enfance. Comme tous les enfants prolongés, je me satisfaisais d'une vision fragmentaire du monde. J'ai mis assez longtemps à m'extirper du menu des choses, à oser lever les yeux et regarder les rues, les places, les maisons et les hommes.

Cette vision plus large, plus globale, je l'ai acquise en rentrant chez Vigneau. C'était un des grands photographes de l'époque ; le premier numéro de « Photo », en 1931, avait publié des clichés de lui ; il y avait aussi, déjà, des photographies de Brassaï dans ce magazine. J'étais un opérateur de quatre sous, mais Vigneau a été très patient avec moi. C'était un grand bonhomme. C'est lui qui a réalisé les première couvertures photographiques des romans de Georges Simenon. Car Simenon avait décrété : « Je veux être le Citroën de la littérature ». Et c'est Vigneau qui avait fait la photo de couverture, pour les Éditions Fayard, de « Monsieur Gallet, décédé » : un plancher sur lequel on avait dessiné à la craie la forme d'un cadavre. Vigneau fit ensuite d'autres couvertures pour « Le pendu de Saint-Pholien », « Le charretier de la Providence », « Le chien jaune », etc. Ces photos-là, comme celles que Vigneau avait faites de la cathédrale de Chartres ou des sculptures égyptiennes du Musée du Louvre, m'épataient. Je sortais d'une école où l'on cherchait la bricole et je me retrouvais devant Vigneau qui allait à l'essentiel, qui faisait simple et dépouillé. Vigneau m'a considérablement aidé à m'échapper des petites combines de l'école Estienne.

Troisième temps de ma « formation » : les usines Renault où, pendant cinq ans, de 1934 à 1939, j'ai fait de la photographie industrielle. J'ai été mis à la porte pour « retards répétés »...

— Comment avez-vous pu vivre de la photographie après cette mise à pied ?

— Un photographe ne roule jamais sur l'or, il improvise sa vie tous les matins. J'ai improvisé. Je suis allé voir Charles Rado, le fondateur de l'agence Rapho. Rado-photographie : Rapho. Rado faisait essentiellement travailler l'école hongroise de photo : Brassaï et d'autres. Avant eux, les photographes de presse, caste très fermée, opéraient avec un matériel énorme. Les Hongrois sont arrivés et se sont mis à travailler avec des appareils dits d'amateurs. Leur style me convenait mieux. Viré de chez Renault, je m'étais mis à travailler pour moi, à courir les rues. Rado a commencé par vendre mes photos réalisées ainsi. Puis, il m'a commandé un reportage : la descente de la Dordogne en canoë. J'étais sur le terrain quand j'ai eu connaissance de la déclaration de guerre. Et c'est sur un lit d'hôpital que j'ai appris la nouvelle : un journal suédois venait de publier le premier reportage qu'on m'ait commandé. La guerre a été pour mois, comme pour beaucoup, une période difficile. Et ce n'est qu'à la Libération que j'ai vraiment pu commencer à vivre de mon métier de photographe.

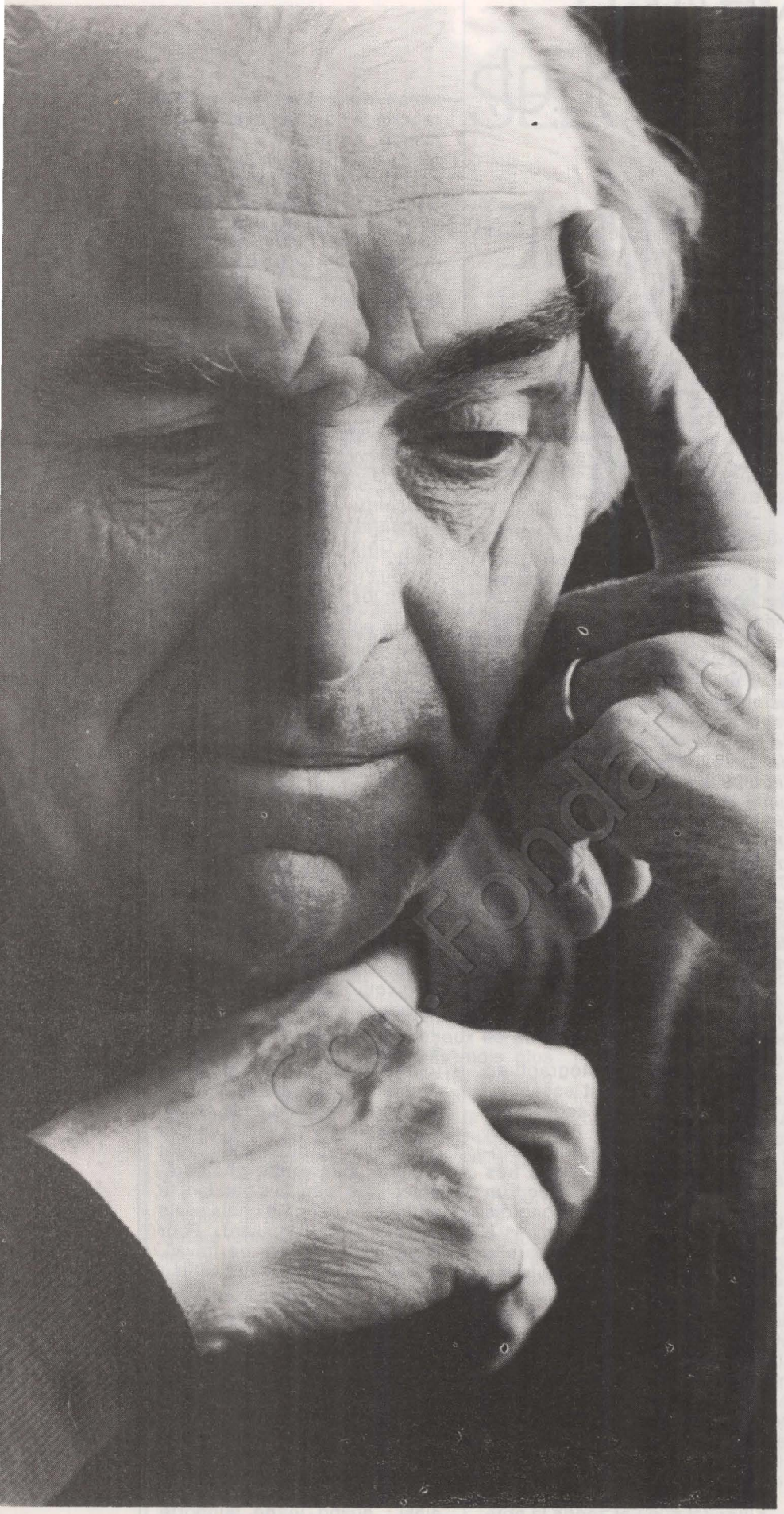
J'ai photographié la Libération de Paris. Alors que nous étions dix mille en mai 68, nous n'étions peut-être pas dix dans Paris libéré. Charles Rado est parti en Amérique. Roland Grosset lui a succédé à la tête de Rapho. Je travaille avec lui depuis 1946.

— Rapho est une agence qui revend vos photos. Est-ce là l'essentiel de vos ressources alimentaires ?

— Un photographe est bien obligé d'accepter des travaux alimentaires pour vivre... C'est une contrainte à laquelle je n'ai pu me soustraire et qui a pris des formes diverses. La formation de photographe technique que j'ai reçue chez Renault m'a été très utile : un bon tiers de mes revenus alimentaires viennent de là, c'est-à-dire échappent au circuit de la presse. Par exemple, dans le cas d'illustrations que j'ai pu faire pour des ouvrages sur le cognac ou sur des machines.

Autres forme de contrainte : pendant deux ans, de 1948 à 1950, j'ai accepté d'être photographe de mode pour « Vogue ». J'ai eu une courte période de mondain en smoking qui photographiait des baronnes et des petites robes. J'ai eu le plaisir de rencontrer à cette occasion d'excellents journalistes, comme Edmonde Charles-Roux. Mais je me foutais complètement de la mode. On me disait : « Allez voir la collection et dites-nous quel numéro vous voulez photographier ». Je roupillais pendant le défilé et, à la fin, je choisissais un numéro au hasard. Pour supporter ce genre de travail, je me trouvais des dérivatifs : c'est à cette époque que j'ai commencé à pêcher.

Tous ces travaux alimentaires ne m'on jamais apporté beaucoup de plaisir. Ils m'ont pris du temps que j'aurais bien gardé pour moi. Mais les contraites ont tout de même un rôle positif : elles nous tiennent sous pression jusqu'à l'explosion. J'ai toujours agi ainsi : quand je ne supporte plus les tâches alimentaires, je →



Robert Doisneau photographié par Pascal Lebrun.

fous le camp, deux, trois, quatre ou huit jours. Pas très loin. Pas pour un très long voyage. L'exotisme et les kilomètres sont souvent un aveu d'impuissance. Quand j'explose, je vais simplement à Paris ou en banlieue.

Pas très loin de chez moi, dans un décor très quotidien, je prends enfin mon temps, je le perds avec plaisir. A regarder des choses et des êtres que l'on croit volontiers sans intérêt, mais qui, si l'on y fait plus attention, recèlent leur poids d'émotion, d'attendrissement ou de cocasserie. Je pars sans idée préconçue, sans thème dans la tête. Je me laisse guider par mes rencontres...

— Ne partez-vous jamais avec l'intention de préparer une exposition ou un livre ?

— Non. Les livres ou les expositions se font naturellement. A chaque fois, je ne fais que répondre à une sollicitation. Tous mes livres et toutes mes expositions sont nés ainsi. Même le premier de tous : « La banlieue de Paris ». J'étais allé à Aix-en-Provence faire des photos de Blaise Cendrars. En parlant, la conversation était venue sur le Kremlin-Bicêtre ; et Cendrars m'avait raconté sa longue balade, en compagnie de Fernand Léger, chez les Gitans installés entre Villejuif et le Kremlin. Il était en train d'en faire un livre. Je lui avais dit que je connaissais bien l'endroit. Il m'avait demandé de lui envoyer des photos du Kremlin-Bicêtre. Je l'avais fait. Il m'en avait accusé réception en ajoutant : « Si vous en avez d'autres du même genre, communiquez-les moi ». Je lui avais donc fait parvenir d'autres images de ce que l'on appelait alors la « zone ». Et c'est par un nouveau courrier que Cendrars m'annonça : « Nous allons faire un livre sur la banlieue ».

— Vos photos de l'époque semblent venir d'une autre planète...

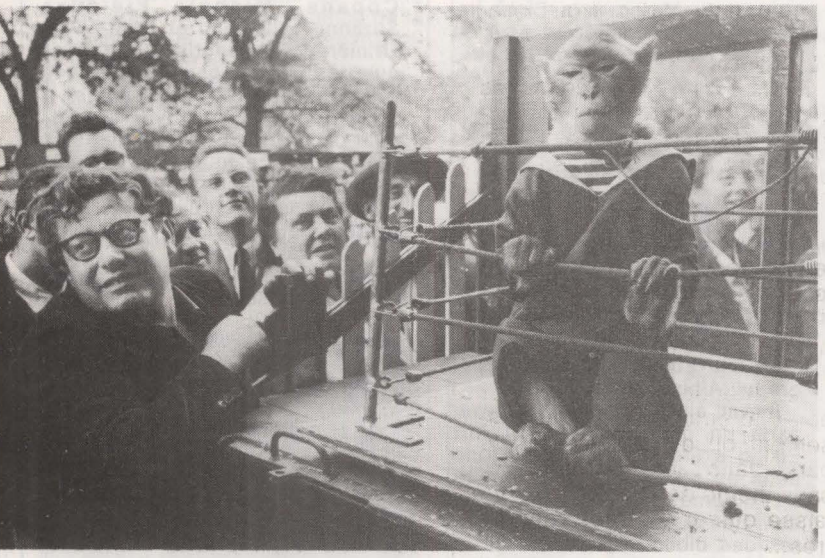
— Elles ont été faites en 1942, 1944 et 1945. Ce n'est pas si vieux ! A ce moment-là, les gens faisaient du vélo, non pour maigrir mais, plus bêtement, pour aller au travail ou en promenade. Les bistrots prenaient des airs de fête chaque soir. Les mariages allaient à pied ou en autocar à Nogent, la vie en groupe existait. On gagnait des lapins ou des poules en jouant au billard. Il y avait peu de bagnoles, pas de télévision. La grande centrifugeuse de la promotion immobilière n'avait pas envoyé le peuple au diable, à des kilomètres-goudron de Paris. Il ne reste évidemment plus rien de tout cela. Les occupations et le rythme de vie des gens ont changé. Leurs costumes et leur tête aussi.

Je ne crois pas que ce soit un mouvement irréversible. Je pense que les gens auront rapidement besoin de se rencontrer à nouveau. Mais les dégâts sont grands. Là où il y avait de l'animation, on est obligé aujourd'hui de payer des « animateurs » de rues. Les « terrains ludiques » font quinze mètres sur vingt et son hérissés d'écriteaux permettant aux chiens de pisser ou leur interdisant. On a mis de l'ordre chez les humains ! Les ouvriers sont dans leurs boîtes à Choisy-le-Roi, Sarcelles ou Argenteuil. Les « jeunes cadres dynamiques tournés vers l'avenir » sont ailleurs dans les leurs. Les riches encore ailleurs. Il n'y a plus ni mélange ni désordre. Moi, j'aime beaucoup le mélange. J'aimais beaucoup ces bistrots où des gens de classes sociales différentes se rencontraient et se parlaient. J'étais dans cette vie comme un poisson dans l'eau. Maintenant, quand je m'arrête dans une rue, sur un pont, sur la place d'une gare, j'intrigue, je deviens suspect : « Qu'est-ce qu'il fiche celui-là qui ne court pas comme tout le monde ? » La méfiance règne. Si je sonne à une porte et demande : « Bonjour Madame, pourrais-je photographier la rue de votre deuxième étage ?»... on m'aboie au nez : « Pourquoi ? Pour qui ? Avez-vous demandé la permission au gardien ? »

Il y a de quoi être nostalgique. J'assume la nostalgie de mes photos.

— Est-ce que cela signifie que vous ne pouvez plus travailler aujourd'hui comme vous le faisiez hier ?

— Pas du tout. Je continue. Mais c'est plus difficile. Je m'en suis aperçu en photographiant « Paris-béton » (c'est-à-dire La Défense, les Orgues de Flandres et le XIIIe arrondissement) et le Front de Seine (c'est-à-dire l'ensemble d'immeubles situés entre le Pont Bir-Hakeim et le Pont Mirabeau). Les gens arrivent en voiture au parking et rentrent chez eux en ascenseur. Impossible de les photographier. Les humains disparaissent peu à peu du décor. Il me







Trois photos de Doisneau : « J'assume la nostalgie de mes photos ».

faut donc m'y prendre autrement, c'est-à-dire détourner les objets et les êtres de leur fonction habituelle, m'en servir pour montrer autre chose que cet univers concentrationnaire. C'est possible à condition d'attendre pour pouvoir surprendre l'imprévisible, le désopilant ou l'absurde. C'est le cas quand je peux photographier un chariot de supermarché transportant de la neige destinée à l'érection d'un bonhomme de neige. C'est le cas aussi quand je réussis à surprendre des moineaux, désormais privés de crottin, qui picorent des insectes à même les radiateurs des voitures.

Même dans le monde moderne, pour qui sait regarder, dans le plus fade des décors, il peut se passer quelque chose d'imprévu...

— La photographie n'est donc pas la reproduction objective de la réalité ?

— Mes photos sont parfaitement subjectives. Elles saisissent surtout l'accident qui va contre l'ordre des choses. Elles montrent le monde tel que j'aimerais qu'il soit en permanence. Et, pour moi, ce monde-là existe... puisque j'en apporte la preuve photographique. Je ne veux pas jouer au photographe misérabiliste, à celui qui va confortablement photographier les pauvres. Je ne fais pas non plus de la photo pour dire aux gens : « Regardez comme vous êtes moches, regardez comme votre vie est laide ». J'essaie, au contraire, de leur glisser en douce : « Regardez ce que j'ai vu. Vous êtes passés à côté aujourd'hui, mais cherchez vous-mêmes et demain vous trouverez autour de vous matière à rire ou à vous attendrir. »

— La photographie ne serait donc pas non plus une reproduction neutre d'un événement ou d'un sujet ?

— Il y a des photos qui révèlent et il y a des photos qui cachent. Il existe des photos progressistes et des photos réactionnaires. Ces dernières emplissent les pages de « Jours de France » chaque semaine : toujours les mêmes vedettes, toujours les quinze mêmes totems à chaque parution. A l'inverse, tous les personnages que je photographie appartiennent aux classes les plus laborieuses. Au Creusot, à La Verrerie, les Schneider avaient fait construire des souterrains pour que la domesticité y circule sans être vue. Moi, c'est plutôt l'univers des domestiques que je photographie. Le travail à la chaîne n'est pas très photogénique mais je sais des métiers d'artisanat où les gestes sont très beaux.

J'ajouterai que les journaux réactionnaires me réclament rarement des photos. Ce qui ne veut pas dire qu'une photographie ait toujours l'effet espéré. Pendant un temps, j'ai pensé que la photo, en montrant les atrocités de la guerre, donnerait aux hommes le dégoût de la violence militaire imbécile. Il s'avère que, loin de dégoûter, ces clichés fascinent et entraînent même parfois un certain mimétisme. C'est le risque de la photographie : comme le feu, elle peut réchauffer ou détruire.

— Conseilleriez-vous à un jeune homme d'aujourd'hui de faire de la photographie sa profession ?

— Oui. Mais je le mettrais en garde. C'est un métier où il faut s'entêter et se battre : nous avons dû créer, avec Roger Pic et quelques autres, une association pour défendre nos droits. C'est un métier où il faut avoir le sens de la nuance : il faut se garder du voyeurisme, il ne faut pas piétiner les jardins secrets des autres. Il faut se rappeler : suggérer c'est créer, décrire c'est détruire.

Propos recueillis par
JEAN-PAUL LIEGEOIS

(1) Blaise Cendrars et Robert Doisneau : « La banlieue de Paris » (Seghers). François Cali et Robert Doisneau : « Sortilèges de Paris » (Arthaud). Robert Giraud, Michel Ragon et Robert Doisneau : « Les Parisiens tels qu'ils sont » (Delpire). Robert Doisneau : « Instantanés de Paris » (Arthaud). Robert Doisneau : « 1, 2, 3, 4, 5 » (Éditions Clairefontaine). Jean Donques et Robert Doisneau : « Gosses de Paris » (Éditions Jehebert). Elsa Triolet et Robert Doisneau : « Pour que Paris soit » (Le Cercle d'Art). Dominique Halévy et Robert Doisneau : « Marius le forestier » (Fernand Nathan). Robert Giraud et Robert Doisneau : « Le royaume d'Argot » (Denoël). Robert Doisneau : « Épouvantes et Épouvantails » (Édition Hors Mesure). Michèle Manceaux et Robert Doisneau : « Catherine la danseuse » (Fernand Nathan). Roger Lecotte, Jacques Dubois et Robert Doisneau : « Témoins de la vie quotidinne » (Éditions du Crédit Lyonnais). Maurice Chevalier et Robert Doisneau : « My Paris » (Macmillan Company, New York). Max-Pol Fouchet et Robert Doisneau : « Le Paris de Robert Doisneau et Max-Pol Fouchet » (Éditeurs Français Réunis). Boris Vian et Robert Doisneau : « Le manuel de Saint-Germain-des-Prés » (Éditions du Chêne). A paraître en mai 1978 : Robert Doisneau : « La Loire » (Denoël).



« Les Bourgeois de Calais » de Rodin.

au risque de vous plaire



Paris

*** Chez Pierre Gouillard (34, rue du Faubourg-Poissonnière, 10e) : Groupe Octogone (jusqu'à fin avril).**

Un circuit « différent », hors le cercle des surenchères mercantiles. Pour présenter sept plasticiens méconnus : Sergio Birga, André Chabot, Michel Darmon, Yan Messac, Claude Picart, Yannis Santantonio et Sir L. Des enfants de l'hyperréalisme.

*** Musée des Arts décoratifs : Jean Dubuffet (jusqu'au 30 avril).**

Des maquettes et des photographies des œuvres monumentales de Dubuffet. Notamment celles de l'œuvre commandée par la Régie Renault, dont la réalisation fut interrompue après le départ de l'ancien P.-d.g. de la Régie, Pierre Dreyfus.

*** Centre culturel suédois (11, rue Payenne, 3e) : Asmund Arle et Lizzie Olson-Arle (jusqu'au 29 mai).**

Les sculptures du premier, les peintures et collages du second donnent un aperçu de l'art contemporain suédois.

*** Galerie Carmen-Martinez (12, rue du Roi-de-Sicile, 4e) : Jean-Louis Espilit (jusqu'au 20 mai).**

Un peintre languedocien qui compose des formes ligotées. Un monde angoissant.

*** Musée Rodin (77, rue de Varenne, 7e) : le monument des Bourgeois de Calais (du 26 avril au 25 septembre).**

L'histoire d'une œuvre célèbre, du projet à la réalisation. Dessins, esquisses et maquettes à l'appui.

*** Petit Palais : Borobudur (jusqu'au 15 juin).**

Le temple javanais de Borobudur est en piteux état. Sa restauration va durer jusqu'en 1982. Trois millions de blocs de pierre vont être démontés, puis remontés. Une centaine de ces éléments sont actuellement à Paris. Ils racontent la légende dorée de Bouddha.

*** Galerie Inard (179, boulevard Saint-Germain) : Hector Poleo (jusqu'au 27 avril).**

Le plus grand peintre vénézuélien actuel vit en exil à Paris depuis plus de vingt ans. Miguel Angel Asturias a salué son passage incessant de l'abstrait au figuratif, ce « va-et-vient qui nous fait perdre pied entre le réel et le fantastique ».

Banlieue

*** Evry (bibliothèque de l'Agora) : « Un livre des murs » de Bertin et Jouet (jusqu'au 26 avril).**

Des textes-images. Une vision à la fois écrite et plastique du monde. Signe distinctif : Bertin et Jouet se mettent à deux pour réaliser une œuvre. Ils se complètent parfaitement : Bertin est graveur, Jouet poète.

*** Saint-Denis (basilique) : Jean Kiras (du 25 avril au 29 juin).**

Pendant deux années, avec sa sensibilité d'aujourd'hui, le peintre Kiras a tourné autour des gisants d'hier de Saint-Denis. Une passionnante articulation sculpture-peinture s'est ensuivie. Ou : comment faire un art vivant et populaire à partir de modèles funéraires et royaux.

Province

*** Reims (maison de la culture) : Sartre, philosophe de la liberté (jusqu'au 22 avril).**

Des photographies et des textes pour explorer la pensée de Sartre. Espérons que cette exposition ne mourra pas à Reims et qu'elle pourra tourner dans d'autres villes.

*** Amiens (maison de la culture) : soixante-dix photographies d'Yves Faure (jusqu'au 19 avril).**

Des instantanés. Des pistes brouillées qui vont de la Colombie à la Thaïlande, du Népal au Mexique et du Maroc à la Birmanie. Une géographie indécise pour un voyage dans l'imaginaire.



Politique

*** Efim Etkind : Dissident malgré lui (Albin Michel).**

Il avait aidé Soljenitsyne. Il avait parlé un peu trop haut et fort. Etkind a été relevé de ses fonctions de professeur d'Université, à Léningrad, exclu de l'Union des écrivains et ses livres ont été retirés des bibliothèques. Obligé de quitté l'U.r.s.s., il vit aujourd'hui en France.

*** Georges Aranyossy : La presse anti-sémite en U.r.s.s. (Editions Albatros).**

Traîtres, escrocs, saboteurs, espions : ce sont les beaux qualificatifs dont les organes officiels soviétiques affublent les « sionistes ». Un dossier accablant en l'état. Mais certains documents sont tellement « énormes » qu'on aimerait pouvoir en vérifier l'authenticité.

*** Paulo Freire : Lettres à la Guinée-Bissau sur l'alphabétisation (François Maspero)**

La Guinée-Bissau a deux atouts de poids à sa disposition : les leçons qu'elle a pu tirer de ses luttes contre le colonialisme portugais et les écrits d'Amilcar Cabral. Avec quoi il lui faut construire un pays, nourrir les hommes et les alphabétiser. Paulo Freire connaît bien cette dernière tâche : il s'y est consacré dans le Brésil et le Chili d'avant les dictatures. Il voudrait bien que son expérience serve aux Guinéens...

*** Jean-Louis Boutillier, Jean Copans, Michèle Fiéloux, Suzanne Lallemand et Jean-Louis Ormiéres : Le tourisme en Afrique de l'Ouest ; panacée ou nouvelle traite ? (François Maspero).**

Les agences de voyages donnent de l'Afrique des images stéréotypées. Le touriste s'y laisse prendre. Le manège dure maintenant depuis plus de dix ans. Les jeunes Etats africains y trouvent-ils des avantages ? Fort peu, répond cet ouvrage, dans le cadre néo-colonial actuel.

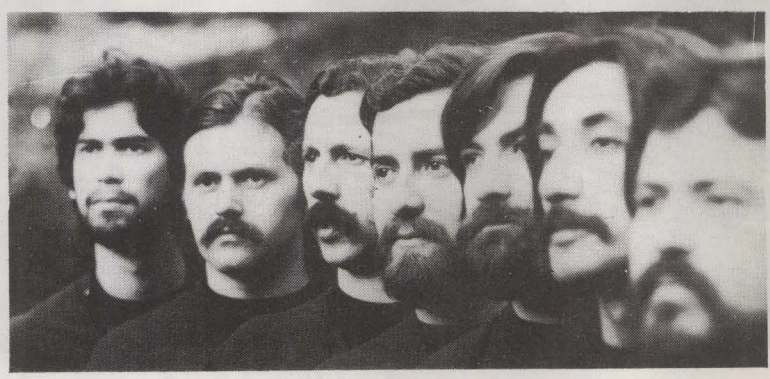
Jean Giono.



à ne pas manquer

La cantate des Quilapayun

Les Quilapayun s'installent au Théâtre d'Orsay. Le 17 avril à 20 h 30, du 18 au 29 à 18 h 30 et le 30 à 21 h 30, ils y donneront la « Cantata popular Santa Maria de Iquique ». Pierre Tabard en sera le récitant. Dans le même temps la cantate sort en disque : « Santa Maria de Iquique » par les Quilapayun (Dicap-Pathé Marconi 2 C 068-14578) ; la partie récit a été traduite en français par l'écrivain argentin Julio Cortazar et elle est dite par Jean-Louis Barrault ; la pochette est illustrée par des documents photographiques et par deux œuvres du peintre Roberto Matta, qui est chilien. Au moment où Pinochet est contraint de libérer des prisonniers politiques, cette cantate, qui fut le symbole de l'Unité populaire après l'élection d'Allende, est un puissant message d'unité et d'espérance, de liberté et de justice. Aujourd'hui encore, malgré toutes les interdictions, on continue de la chanter au Chili : dans les écoles, dans les usines et dans les prisons. Elle est un des temps les plus forts de la Nouvelle Chanson chilienne. Ce mouvement avait commencé par les chansons inspirées du folklore. Mais, les événements aidant, sous la présidence d'Allende, il avait pris des formes neuves : chansons-pamphlets et cantates. Les Quilapayun ont enregistré deux cantates devenues célèbres : « Cantata popular Santa Maria de Iquique » de Luis Advis et « La Fragua » (La forge) de Sergio Ortega. La seconde est une épopée de l'histoire chilienne. La première raconte le massacre de milliers d'ouvriers du salpêtre, en 1907, dans le nord du Chili. Avec Pinochet le massacre s'est étendu à tout le peuple. La cantate Santa Maria de Iquique est plus que jamais d'actualité.



télévision

VENDREDI 14 AVRIL

T.f. 1

« La musique est à tout le monde », avec l'orchestre de la Garde Républicaine (22 h 30).

A. 2

« Un ours pas comme les autres » : fin du feuilleton de Nina Campaneez. Nous regretterons Gaspard (20 h 30).

« Des écrivains empêchés ». Apostrophes se consacre aux écrivains qui n'ont pas la liberté de s'exprimer dans leur pays (21 h 35).

F.r. 3

« Les dossiers noirs : Le mystère Kennedy ». Première partie : « Un certain Lee Harvey Oswald ». Les carences et les lacunes du rapport Warren. Jean-Michel Charlier en apprend encore aux Américains. (20 h 30). (Voir l'article de Gabrielle Rolin dans le n° 290).

SAMEDI 15 AVRIL

A. 2

« Madame le juge » passe de « l'autre côté » de son bureau. Marie Dubois fait face à Simone Signoret (20 h 30).

F.r. 3

« Les lavandes et le réséda » : deux soldats allemands dans un village de haute Provence, à la fin de la deuxième guerre mondiale, cherchent à gagner l'amitié des habitants (20 h 30).

DIMANCHE 16 AVRIL

T.f. 1

« Trois milliards sans ascenceur » : une bande de copains manient l'astuce pour pallier leur incompétence en matière de cambriole. Réalisation Roger Pigaut (20 h 30).

Ballet Lar Lubovitch : enregistré à la Maison des Arts de Créteil (22 h 05).

A. 2

« Chili impressions » : voyage au bout de la droite. Reportage de José Maria Bergoza sur l'armée et ses généraux. A ne manquer à aucun prix.

LUNDI 17 AVRIL

T.f. 1

« Montand à l'aventure », portrait d'un grand acteur. Sa vie, ses amitiés, ses œuvres et la politique (22 h 05).

A. 2

« Infodrames » : enquête à Marseille. Une série de documentaires recueillis sur le vif (21 h 35).

F.r. 3

« Lumière », film de Jeanne Moreau avec Jeanne Moreau. N'a rien apporté à sa gloire. (20 h 30).

MARDI 18 AVRIL

T.f. 1

« Contes à vivre debout » où sont cette vie idéale, ces centres de loisirs, ces espaces verts dans la réalité quotidienne d'un grand ensemble ? Série conçue par André Voisin et Jacotte Cholet (21 h 30).

A. 2

« Victoire à Entebbe », film de Maurin Chomsky. Tourné à toute vitesse pour griller les copains sur le poteau. La qualité s'en ressent (20 h 30).

F.r. 3

« La bataille du rail », film de René Clément. Tourné tout de suite après la guerre avec les cheminots, le film mythique de la Résistance (20 h 30).

MERCREDI 19 AVRIL

T.f. 1

« Claudine à Paris » : par Danièle Thompson et Benoîte Groult. La douce musique de Colette passe bien le petit écran... malgré la présence encombrante de l'ignoble Willy (20 h 30).

F.r. 3

« Les lavandes et la liberté » : suite au réséda (20 h 30).

JEUDI 20 AVRIL

T.f. 1

« Le quart d'heure du Parti socialiste », consacré aux problèmes de l'information (19 h 40).

« Jean Christophe » : après une passion bouillante. sa foi en Dieu l'emporte définitivement (20 h 30).

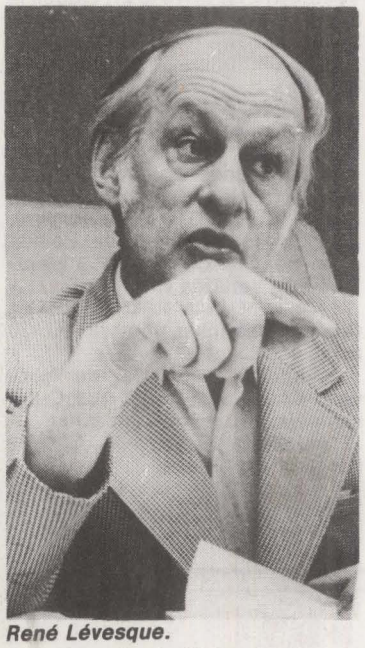
A. 2

« La tulipe noire » : un Alexandre Dumas à la sauce Christian-Jacque. Un Alain Delon, en Zorro de l'avant-révolution (15 h).

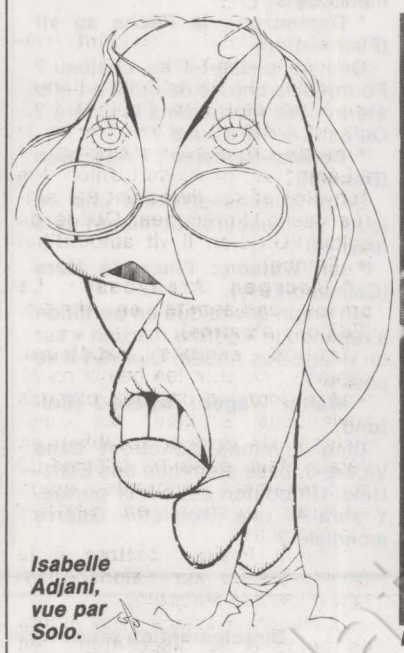
« Histoire d'Adèle H », film de François Truffaut avec Isabelle Adjani. Victor Hugo joue les « Arlésienne »...

F.r. 3

« Le pacha » film de Georges Lautner. Pour les inconditionnels de Jean Gabin (20 h 30).



René Lévesque.



Isabelle Adjani, vue par Solo.



Marie Dubois.

*** Jean Giono : Ecrits pacifistes (Gallimard, collection Idées)**

« Je refuse d'obéir ». Le cri de Giono date de 1937. Nombre de rebelles d'aujourd'hui, d'antimilitaristes et d'objecteurs de conscience y retrouveront leurs propres convictions.

*** Mohamed Maradji : Salam Chalom (Lanzmann-Seghers)**

Journaliste marocain, Maradji est le seul reporter arabe qui ait pu « couvrir » la visite de Sadate en Israël. Partisan convaincu de la cause arabe, il jette un regard fraternel sur Israël.

*** Karel Kosik : La dialectique du concret (François Maspero).**

Ce livre a été publié à Prague en 1967. Dans les milieux intellectuels et étudiants il eut alors un retentissement considérable : une fleur de plus dans le parterre du Printemps de Prague. Kosik a été une des premières victimes de l'épuration de l'automne 1969.

*** Pierre-Louis Mallen : Vivre le Québec libre ; préface de René Lévesque (Plon).**

Quand, en 1963, Mallen fut nommé délégué de l'O.r.t.f. à Montréal, il ne connaissait rien du Québec. Son coup au cœur n'en fut pas moins immédiat. Aujourd'hui il répond à une seule question mais d'importance : comment les Canadiens de « Maria Chapdelaine » sont-ils devenus les Québécois de René Levesque ?

*** Arnold Mandel : Nous autres juifs (Hachette).**

Où l'auteur, juif lui-même, tente de cerner les différences entre juifs et non-juifs. Différences ethniques et religieuses certes. Mais aussi différences historiques et culturelles, ce qu'on oublie volontiers.

*** John Barron et Anthony Paul : Un peuple assassiné ; préface de Jean Lacouture (Denoël).**

Depuis avril 1975, la terreur règne au Cambodge. Depuis l'accession des communistes au pouvoir. Ce génocide asiatique gêne une bonne partie de la gauche européenne, qui se fait plutôt silencieuse. Ce livre déchire un voile. Espérons qu'il aura quelque écho.

*** Ahmed-Baba Miské : Front Polisario, l'âme d'un peuple (Editions Rupture)**

Le seul livre à ce jour qui approfondisse la question du Peuple Sahraoui. L'auteur, membre du Bureau politique du Front Polisario, a accepté la présence d'un contradicteur de poids : Jean Lacouture.

*** Thierry Desjardins : François Mitterrand, un socialiste gaullien (Hachette).**

Un journaliste du Figaro se penche sur le « cas » du premier secrétaire du Parti socialiste. Avec bonne volonté. Mais sans rien apporter qu'on ne sache déjà. Le ton oscille entre l'agacement et la fascination : cela aussi, on connaît déjà.

*** Jean Puyo et Patrice Van Eersel : Sacrés Français (Stock).**

Qui sont donc ces gens qu'on appelait les Français et qui vivaient à vingt-deux ans de l'an 2000 ? A Puyo et Van Eersel ils ont dit « leurs plaisirs, leurs vides, leurs rêves, comme leurs ancêtres de 1789 l'ont exprimé dans les Cahiers de doléance d'alors ».

*** Janick Arbois et Joshka Schidlow : La vraie vie des Français (Le Seuil).**

Cet ouvrage complète le précédent. Il a été rédigé à partir d'une enquête lancée par « Télérama » auprès de ses lecteurs : « Dites-nous ce qu'est pour vous la vraie vie ».

*** Michel Samuel : Le prolétariat africain noir en France (François Maspero).**

Ils sont sénégalais, mauritaniens, maliens. Ils viennent travailler en France, « pays de rêve ». La réalité les rappelle vite à l'ordre : racisme, oppression et exploitation. Documents bruts et témoignages à l'appui, l'auteur en donne des exemples saisissants.

→

*** Jean-Marc Pontaut : Les secrets des écoutes téléphoniques (Presses de la Cité).**

Les écoutes téléphoniques n'existent pas, c'est bien connu. C'est pourquoi, logiquement, Pontaut a pu dresser la liste (non exhaustive) des « principaux écoutés des vingt dernières années ». Et raconter les aventures, courtelinesques ou rocambolesques, des écouteurs. Où donc a-t-il bien pu écouter des histoires aussi drôles ?

*** Pierre Levergeois : J'ai choisi la D.s.t. (Flammarion).**

Les écoutes, Levergeois en confirme justement l'existence et explique comment on les installe. Après trente ans passés à la D.s.t., il vide son sac, cite les affaires étouffées et, après avoir vanté les vertus de la maison d'antan, conclut sans tendresse : « Maintenant, à la D.s.t., c'est devenu le travail à la chaîne ». L'espionnage n'est plus ce qu'il était ! Faut-il s'en réjouir ou s'en inquiéter ?

*** Pierre Mérindol : Lyon, le gang et l'argent (Alain Moreau).**

Si vous voulez faire d'un guide touristique un roman policier, choisissez Lyon. Tous les ingrédients y sont : policiers véreux, magistrats assassinés ou compromis, pots-de-vin, scandales financiers, barbouzes à gogo, hôtels borgnes, tueurs à la petite semaine, grenouillages politiciens. Résultats : soixante affaires sanglantes non résolues depuis 1965. Et du pognon qui passe d'une poche dans une autre... Mérindol a mis le pied dans une sacrée fourmilière !

*** Jean Egen : Un mur entre deux mondes (Denoël).**

Un reportage comparé sur les deux Allemagnes. Un de plus. Et qui ajoutera encore au malaise du lecteur : le bonheur n'est ni à l'est ni à l'ouest du mur de Berlin. Où, alors ?



Dans un camp du Polisario, il ne reste que les femmes et les enfants.

Romans

*** Beryl Bainbridge : Harriet dit... (Flammarion).**

Deux fillettes jouent à regarder les adultes : les parents, les voisins, etc. Un regard drôle. Et un drôle de roman anglais !

*** Vassilis Vassilikos : Un poète est mort (Julliard).**

Une enquête à travers l'Europe et l'Amérique, à la recherche d'un Grec. Par l'auteur de « Z ».

*** René Réouven : les Confessions d'un enfant du crime (Denoël).**

Un tueur à gages sous le Second Empire. Il confie ses forfaits et ses remords au papier. Une lycéenne d'aujourd'hui découvre le manuscrit. Pourquoi se sent-elle aussitôt menacée ?

*** Demouzon : la Pêche au vif (Flammarion).**

Que se passe-t-il au château ? Pourquoi la chèvre de Julie a-t-elle été trouvée morte dans la rivière ? Qu'est-il arrivé à Julie ?

*** Boileau-Narcejac : l'Age bête (Denoël).**

Deux lycéens enlèvent une de leurs professeurs. Comment cela finira-t-il ?

*** Ian Watson : l'Inca de Mars (Calmann-Lévy).**

Un engin soviétique en perdition a répandu le « germe martien » sur un village des Andes. Que va-t-il se passer ?

*** Walter Wager : Vipère-3 (Belfond).**

Cinq hommes pénètrent dans Vipère-3, base atomique des Etats-Unis. Un bouton est à leur portée. Y aura-t-il une Troisième Guerre mondiale ?

spectacles

Où sont-ils ?

* Didier Levalle-Grand Orchestre (jazz) : à Paris, au Stadium, les 18 et 25 avril.

* Le Workshop de Lyon (jazz) : à Angoulême le 24 avril, Poitiers le 25 et Limoges le 26

* Jacques Bertin : à La Roche-sur-Yon le 20 avril, Epernay le 22, Grenoble le 26, Clermont-Ferrand le 27, Annecy le 28 et Louviers le 30.

* Claire : à Bourges le 15 avril, Saint-Lô le 19, Brive le 21, Liqueil le 22, Bordeaux les 24 et 25, Grenoble le 26.

* La Chiffonie : à Besançon le 29 avril.

* Claude Astier : à Paris, à la Vieille Grille (1, rue du Puits de l'Ermite, 5e), du 19 avril au 30 mai.

* Jacqueline Dorian, Clotilde, Patrick Deny et Daniel Frison : à Paris, au Petit T.e.p., le 20 avril, pour l'enregistrement de l'émission de France-Culture « Libre-Parcours Variétés ».

* Teca et Ricardo : à Paris au Centre américain, du 18 au 30 avril.

* Auguste : à Paris, au Nouveau Chic parisien (27, rue Quincampoix, 4e), jusqu'à fin avril.

* Juliette Gréco : à Chalon-sur-Saône le 14 avril.

* Toto Bissainthe : à Paris, au Théâtre de la Ville, à 18 h 30, du 25 au 29 avril.

Petites annonces

La ville de Chilly-Mazarin (91380) recherche d'urgence un plombier.

Ecrire à M. le Maire de Chilly-Mazarin ou téléphoner au 909.10.13.

La ville de Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle) recrutera le 1er juin 1978, par voie de mutation ou d'avancement de grade, un surveillant de travaux.

Les candidatures (lettre manuscrite - curriculum vitae - photo d'identité) seront adressées à M. le Maire de Neuves-Maisons (54230) avant le 25 mai 1978.

Association loi 1901, échanges internationaux et voyages d'études, recherche délégué général. Expérience gestion financière et de personnel ; expérience de vie associative ou analogue ; connaissance milieu rural ; forte capacité d'organisation et d'animation. Une langue étrangère est souhaitée.

Ecrire au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris (Service Annonces), qui transmettra.

Ville moyenne de la région lyonnaise recherche un ingénieur subdivisionnaire du Génie civil ou un architecte au salaire mensuel de 5 500 F.

Ecrire à « l'Unité », qui transmettra.

Directement du producteur

CHAMPAGNE BARON FUENTE

Vigneron, 21, av. F.-Drouet 02310 Charly-sur-Marne

19 à 24 F T.T.C. départ

Prix pour comités et collectivités Tarif sur demande, tél. : (23) 82.01.97.

presse-édition publicité

c'est une réalisation norsogapress

209 rue d'Arras _ Lille Tel 52 01 09

faites connaître votre ACTION

faites connaître votre REGION

par l'intermédiaire

DE NOTRE SOCIETE

S.E.C.

SOCIETE D'ENTREPRISES DE CANALISATIONS

145, avenue de Saint-Ouen, 75 - PARIS 17e.

Centre de travaux : 56 - LORIENT, 25, rue Brizeux.

Tous travaux de canalisations :

EAU - GAZ - ASSAINISSEMENTS ETUDES ET PROJETS

S.A. au capital de 2 000 000 de francs.

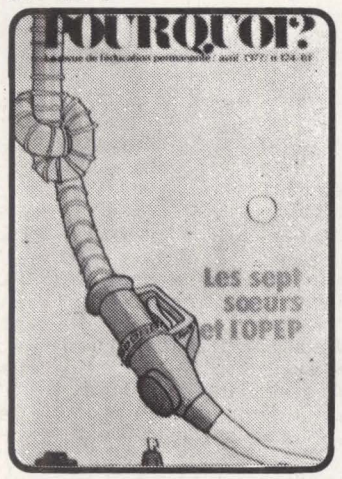
R.C. Seine 56 B 11-392

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325

RECEVEZ GRATUITEMENT
un numéro de votre choix de

POURQUOI?

N° 124



Le temps de l'amour
Le quartier et ses limites
Sportifs : quel avenir ?
La publicité

N° 125



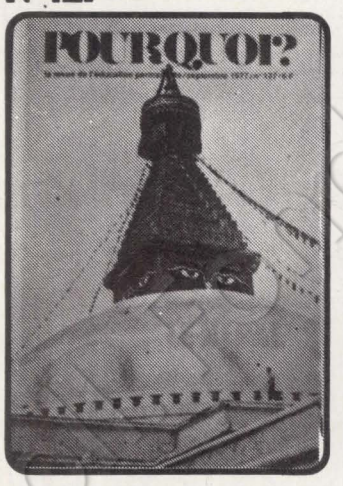
Les parcs naturels
L'alcoolisme en silence
Décoloniser la télévision
L'écologie victime...

N° 126



Municipales... législatives
L'action culturelle à l'école
Les artisans
Tromperie du consommateur

N° 127



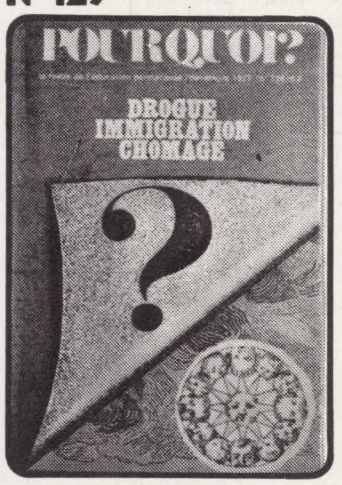
Chavenon (Allier)
Au pays morvandiau
Le sommeil
Le profane et la statistique

N° 128



Le temps (qui passe)
Paris La Défense
La réforme Haby
Enfants et bonbons

N° 129



Chômage des jeunes
La Cour des Comptes
American tourist
La fumée te dérange ?...

E 4. Régie publicitaire

Choisissez votre numéro GRATUIT.
Il vous suffit pour cela de découper ou de reproduire le coupon ci-dessous, puis de l'adresser à:
POURQUOI? Ligue Française de l'Enseignement
3, rue RECAMIER 75341 PARIS cedex 07

Nom, Prénom _____
Adresse _____
Ville _____ Code Postal _____
Ecrire en lettres d'imprimerie et préciser le numéro choisi

U



Encore une bonne farce aux infidèles. Nous, les templiers, on sait vivre. Et notre banyuls, le Templers, n'est pas fait pour les incroyants : c'est la fine fleur du banyuls, vieilli 2 ans au moins en fût de bois dans nos caves millénaires.

Quand on obtient une bouteille d'un pareil joyau, on a intérêt à se la tenir à deux mains.

Banyuls Templers.
L'héritage des bons vivants.

CREHALET FOLIOT ROBERT PARTNERS